

Hugues MBA Obiang, directeur au ministère des télécommunications au Gabon :
« L'EXPANSION DES GÉANTS TECHNOLOGIQUES SUR NOTRE SOL EST UNE NOUVELLE FORME DE COLONISATION » P 5



BEM et BAC
Les dates de retrait
des convocations
dévoilées P 16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 19 avril 2026 / N° 1323 / PRIX 20 DA

Forum d'Antalya

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME SA LIGNE DIPLOMATIQUE

Au-delà de plusieurs entretiens, Ahmed Attaf a pris part à une série de consultations avec plusieurs responsables internationaux, abordant les grands dossiers actuels, notamment les situations en Libye et au Soudan, ainsi que l'évolution de la question du Sahara Occidental.

P 3



FIGURE DU MOUVEMENT NATIONAL ET PASSEUR DE SAVOIR ENTRE ALGER ET GENÈVE

MAHMOUD BOUZOUZOU, LA DISCRÉTION D'UN ENGAGEMENT SANS FAILLE

P 15



Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Lamine Lebbou, à Washington :
« Une gouvernance internationale solide est essentielle pour l'économie mondiale »

P 2

Partenariat algéro-chinois

DES ÉCHANGES COMMERCIAUX EN FORTE HAUSSE

Les échanges commerciaux entre Algérie et Chine ont atteint près de 13,5 milliards de dollars sur les onze premiers mois de 2025, un niveau en nette progression qui confirme l'ancrage de Pékin comme premier partenaire commercial de notre pays... P 2



PARTENARIAT ALGÉRO-CHINOIS

Des échanges commerciaux en forte hausse

Le renforcement des relations historiques et stratégiques entre l'Algérie et la Chine ainsi que l'approfondissement des échanges bilatéraux ont été les deux thèmes phares débattus lors de la conférence intitulée «Écrire un nouveau chapitre de développement et de prospérité» entre les deux pays.

PAR MAHREZ Z

La rencontre s'est tenue, jeudi 16 avril à Alger, en marge de la visite en Algérie d'une délégation du parti communiste chinois (PCC), conduite par le vice-ministre du département international du comité central du PCC, Jin Xin, en présence de l'ambassadeur de Chine en Algérie, Dong Guangli, ainsi que de parlementaires et de personnalités scientifiques et culturelles.

A cette occasion, Jin Xin a souligné que l'événement vise à examiner «les moyens de poursuivre la dynamique de coopération bilatérale historique entre les deux pays, notamment dans les domaines des nouvelles technologies, de l'agriculture moderne, de l'industrie, de la culture et des sciences».

Il a ajouté que la «coopération algéro-chinoise, tant sur le plan bilatéral que multilatéral, vise à construire un monde fondé sur la justice et l'équité».

Jin Xin a également salué «la forte dynamique que connaît l'Algérie dans tous les domaines, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», mettant en

avant «le rôle pivot de l'Algérie, notamment en Afrique et dans la région méditerranéenne».

De son côté, l'ambassadeur de Chine a mis en exergue l'importance des échanges entre l'Algérie et la Chine, indiquant que les deux pays, «forts de leurs responsabilités communes, réfléchissent ensemble aux moyens de faire face aux différents défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui».

Le président du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Chine, Saïd Hamsi, a quant à lui, fait observer que les deux pays partagent «des positions et des principes communs, tout en appelant à approfondir leur partenariat stratégique», d'où la nécessité, a-t-il ajouté, de «saisir toutes les opportunités disponibles».

Pour sa part, le président de l'association d'amitié algéro-chinoise, Smaïl Debèche, a mis en exergue la solidité des relations entre les deux pays, soulignant que «les principes sages de la diplomatie algérienne et chinoise sont en mesure de résoudre plusieurs problèmes et d'instituer la paix et la stabilité dans le monde».

Il est à savoir que les échanges commerciaux entre Algérie et Chine ont

atteint près de 13,5 milliards de dollars sur les onze premiers mois de 2025, un niveau en nette progression qui confirme l'ancrage de Pékin comme premier partenaire commercial de notre pays. Dans le détail, les exportations chinoises vers l'Algérie dépassent les 12 milliards de dollars, tandis que les exportations algériennes vers la Chine sont estimées à un peu plus d'un milliard de dollars, affichant une croissance rapide.

Cette dynamique des relations bilatérales a constitué le point de départ des discussions lors de la conférence, qui a permis aux responsables politiques, experts et universitaires de passer en revue les perspectives de consolider la coopération entre les deux pays.

Intervenant à cette occasion, Xin Jin, vice-ministre des relations extérieures du parti communiste chinois, a mis en avant la solidité des liens bilatéraux, déclarant que «l'amitié entre la Chine et l'Algérie repose sur des bases historiques profondes et une confiance politique mutuelle». Revenant sur les performances économiques récentes, il a souligné que «le volume des échanges commerciaux reflète le potentiel encore plus im-



portant de coopération entre nos deux pays».

Le responsable chinois a également insisté sur la nécessité de franchir un nouveau cap, estimant que «l'approfondissement des échanges civilisationnels permettra de soutenir une coopération économique plus équilibrée et plus durable». Dans cette optique, il a appelé à renforcer les interactions dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de l'innovation, affirmant que «le développement des échanges humains est essentiel pour accompagner les projets économiques et industriels».

Longtemps centrée sur les importations de biens d'équipement et de produits manufacturés, la relation entre Alger et Pékin connaît une transformation notable depuis plusieurs années, s'orientant désormais vers une coopération plus diversifiée, intégrant investissements indus-

triels, projets d'infrastructures et partenariats technologiques. Une évolution qui s'inscrit dans une stratégie plus large visant à faire de l'Algérie un pôle de développement en Afrique du Nord.

Si du côté du partenaire chinois l'accent est mis sur le renforcement des investissements et l'intégration de l'Algérie dans les chaînes de valeur liées aux grands projets internationaux, pour notre pays, l'enjeu consiste à tirer parti de cette forte dynamique pour accélérer la diversification de l'économie nationale, hors hydrocarbures, en développant les activités à l'export.

Par ailleurs, en mettant l'accent sur les «échanges civilisationnels», les deux parties ont à cœur de consolider une relation stratégique en l'ancrant davantage à la fois dans le domaine économique, mais aussi à travers des liens humains et culturels. ■

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE, MOHAMED LAMINE LEBBOU, À WASHINGTON

« Une gouvernance internationale solide est essentielle pour l'économie mondiale »

Prenant la parole à la 53e réunion du comité monétaire et financier international, tenue du 16 au 17 avril à Washington, le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA) Mohamed Lamine Lebbou, a axé sur l'importance pour les politiques financières de renforcer les cadres réglementaires et prudentiels, à suivre de près les risques émergents, tout en œuvrant à la stabilité des prix, relevant qu'une gouvernance internationale solide était essentielle au bon fonctionnement de l'économie mondiale.

De sa chaire, où il parlait au nom de l'Algérie, du Ghana, de la République islamique d'Iran, de la Libye, du Maroc, du Pakistan et de la Tunisie, Lebbou notait qu'«une gouvernance internationale solide demeure essentielle au bon fonctionnement de l'économie mondiale fera-t-il observer, ajoutant que des cadres multilatéraux efficaces pouvaient contribuer à réduire la fréquence et la gravité des chocs en facilitant des ajustements de politiques coordonnés et ordonnés. Le gouverneur de la BA a précisé, aussi, que dans le sillage de l'incertitude qui caractérisait l'économie mondiale suite à la situation au Moyen-Orient, «la politique monétaire doit demeurer résolument axée sur la stabilité des prix. Un renforcement de la flexibilité du taux de change peut aider les économies à absor-

ber les chocs, en particulier dans les pays importateurs de produits alimentaires et d'énergie confrontés à des pressions sur la balance des paiements», a-t-il expliqué.

S'agissant des politiques budgétaires, il a estimé qu'elles devaient viser à renforcer les politiques monétaires «tout en continuant de protéger les ménages vulnérables, en particulier à mesure que la hausse des prix alimentaires accroît les risques d'insécurité alimentaire et de pauvreté».

«Dans le même temps, a-t-il recommandé, les mesures doivent s'inscrire fermement dans des cadres budgétaires crédibles à moyen terme et faire l'objet d'une communication claire afin de préserver la crédibilité de l'action publique. Lorsque des recettes additionnelles existent, elles devraient être utilisées pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaires.»

Evoquant, ensuite, les politiques financières, celles-ci elles devraient, à ses yeux, tendre à renforcer les cadres réglementaires et prudentiels, ainsi qu'à suivre de près les risques émergents, en particulier les risques liés à la numérisation financière, y compris les crypto-actifs, ainsi qu'aux institutions financières non bancaires, doivent être pleinement compris et efficacement atténués.

Par ailleurs, et pour ce qui est des

répercussions de la situation au Moyen-Orient, Mohamed Lamine Lebbou notera que les résultats de croissance devraient demeurer très contrastés selon les pays, reflétant des différences dans l'importance relative des canaux de transmission et dans les caractéristiques structurelles sous-jacentes. Cette divergence est susceptible de s'accroître dans les économies présentant des vulnérabilités budgétaires et extérieures préexistantes.

Il ajoutera dans ce même contexte que les perspectives de croissance mondiale demeuraient extrêmement incertaines, en raison de cette escalade, affirmant que les retombées comprenaient notamment les chaînes d'approvisionnement mondiales

et les marchés financiers, en plus des marchés traditionnels de l'énergie et que la croissance mondiale devrait s'affaiblir davantage, tandis que les pressions inflationnistes se renforcent. Soulignant enfin le rôle de l'Algérie pour contribuer activement au soutien du marché de l'énergie et accroître ses exportations de gaz naturel vers l'Union européenne, le gouverneur a relevé que certaines économies ont subi de lourds dommages, en particulier aux infrastructures énergétiques, ces pertes l'emportent de loin sur les éventuels gains liés à la hausse des prix de l'énergie, en particulier compte tenu des effets des sanctions qui restreignent l'accès au commerce international et aux marchés financiers. En revanche, les

économies importatrices d'énergie subissaient des effets défavorables à travers l'alourdissement de leur facture d'importation, «ce qui pèse sur leurs équilibres budgétaires et extérieurs. Ces pressions peuvent être aggravées par des canaux supplémentaires, tels qu'une baisse des envois de fonds, un recul des recettes touristiques, un durcissement des conditions financières et un ralentissement des entrées de capitaux», a conclu le gouverneur de la Banque d'Algérie, non sans saluer, au nom du même groupe de pays, le rôle du FMI dans la gouvernance économique mondiale, notant avec satisfaction les travaux du FMI sur le traitement des déséquilibres extérieurs excessifs dans les grandes économies. ■

APN / Rencontres parlementaires de haut niveau en marge des réunions de la BM et du FMI

Les représentants de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont eu, lors des réunions de printemps de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI) à Washington (Etats-Unis), une série de rencontres avec plusieurs responsables, indique, samedi, un communiqué de l'APN. Au terme des réunions de printemps de la BM et du FMI, les députés Youcef Hamidi et Salim Merah ont tenu une série de rencontres importantes avec plusieurs responsables internationaux et représentants de l'Algérie au sein des deux institutions financières, ajoute le

communiqué. Les deux députés ont été reçus, au siège de l'ambassade d'Algérie à Washington, par l'ambassadeur Sabri Boukadoum, en présence du conseiller aux affaires économiques et commerciales à l'ambassade, Larbi Abdelfattah Lebbaz. Les rencontres ont concerné la représentante permanente du groupe de la BM en Algérie, Mme Cemile Hacibeyoglu Ceren, en marge de sa participation à ces réunions, aux côtés du représentant de l'Algérie auprès du FMI, Abdelhak Bedjaoui, en présence des membres de la mission permanente

de l'Algérie auprès des organisations internationales à Washington, ainsi que le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Lamine Lebbou. La réunion a été une occasion pour évoquer les moyens de renforcer la coopération et la coordination entre les institutions financières internationales et les représentations algériennes aux niveaux international et national et de débattre des perspectives de renforcer la relation avec l'APN au service des intérêts économiques et du développement du pays, conclut le document.

	Quotidien national d'information édité par la SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdolkader Safir, 02 Rue Farid Zoulouache, Kouba, Alger Redaction@l'expressquotidien.dz www.l'expressquotidien.dz Tél./Fax : 028 26 99 24 Service-pub@l'expressquotidien.dz	GÉRANT : NOURDINE BRAHMI DIRECTEUR HONORAIRE: ZAHIR MEHDAQUI DIRECTEUR DE LA PUBLICATION RABAH YOUCEF RABAH	«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À : L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 Email : agence.regie@anep.com.dz Programation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz	Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA) Diffusion: Media Distribution Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

AU FORUM D'ANTALYA

L'Algérie réaffirme sa ligne diplomatique

Les travaux de la 5^e édition du forum diplomatique d'Antalya (Turquie), qui se tiennent avec la participation de l'Algérie à travers une délégation ministérielle conduite par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, sont exclusivement centrés sur les conflits au Moyen-Orient, dont l'agression américano-sioniste contre l'Iran.



PAR MAHDI B.

Placé cette année sous le thème «Concevoir l'avenir en surmontant les incertitudes», le forum diplomatique d'Antalya, dans le sud de la Turquie, a été ouvert vendredi 17 avril avec la participation de plus de 150 pays, dont plus de 20 chefs d'État et de gouvernement, et une cinquantaine de ministres. Le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif est convié, lui dont le pays intensifie les efforts de médiation pour mettre fin à l'agression américano-sioniste contre l'Iran. Un conflit qui, bien évidemment, domine les débats diplomatiques à Antalya. «Je crois que la fenêtre d'opportunité ouverte par le cessez-le-feu doit être exploitée au mieux pour instaurer une paix durable», a affirmé le président turc Recep Tayyip Erdogan dans son intervention à l'ouverture des travaux de ce forum. «Quelles que soient les profondeurs des désaccords, nous ne devons pas laisser les armes remplacer les mots», a précisé M. Erdogan qui est intervenu avant l'annonce par l'Iran de la réouverture du détroit d'Ormuz tant que durera la trêve au Moyen-Orient. Il a ajouté que «nous devons rester vigilants et prêts à contrer les tentatives d'Israël de saboter le processus de négociation». Ankara est évidemment dans son rôle et espère contribuer à «réduire les tensions» dans sa région. Car pour Erdogan, on est dans un «monde en crise de direction, à un tournant grave et dangereux». L'Algérie, de son côté, participe activement aux travaux de ce forum à travers les différents ateliers-débats. Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Attaf est arrivé jeudi soir en Turquie pour participer aux travaux de cette 5^e édition du Forum diplomatique d'Antalya, indique un communiqué du ministère. Vendredi, M. Attaf a pris part à la cérémonie d'ouverture de la 5^e édition du Forum diplomatique d'Antalya. «Le président de la République turque, pays frère, M. Recep Tayyip Erdogan, a présidé la cérémonie d'ouverture de cette édition du Forum, placée sous le thème 'Cartographier l'avenir, gérer les incertitudes'», précise le communiqué. En marge des travaux du forum, M. Attaf a eu vendredi des entretiens bilatéraux avec le conseiller principal du président des Etats-Unis d'Amérique pour l'Afrique

et les Affaires arabes et du Moyen-Orient, Masad Boulos. Cette rencontre, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, a permis de «passer en revue la dynamique positive marquant les relations algéro-américaines, au vu du niveau privilégié du dialogue stratégique entre les deux parties et des perspectives prometteuses offertes dans les différents axes du partenariat économique entre les deux pays». En outre, les deux parties ont échangé «leurs points de vue sur les principales questions d'actualité dans le monde arabe et le continent africain, notamment les évolutions de la situation en Libye et au Soudan, ainsi que les développements de la question du Sahara occidental», conclut le communiqué. D'autre part, le ministre des Affaires étrangères a également eu vendredi des entretiens bilatéraux avec le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Aboul Gheit, indique un communiqué du ministère. Ces entretiens ont permis de «procéder à un échange approfondi des points de vue et des analyses sur la situation actuelle dans le monde arabe, notamment au Moyen-Orient et dans la région du Golfe», précise la même source. Les deux parties ont également évoqué «les perspectives de développement du système de l'action arabe commune, en vue d'assurer une prise en charge optimale des défis croissants auxquels est confrontée la région arabe», conclut le communiqué. Par ailleurs, le chef de la diplomatie algérienne s'est également entretenu dans la journée de vendredi avec Ishaq Dar, vice-Premier ministre et chef de la diplomatie du Pakistan au cours d'un échange qui a eu une importance particulière, Islamabad faisant office de médiateur pour la fin de l'agression américano-sioniste contre l'Iran. M. Attaf a en outre eu un entretien avec Ayman Safadi, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Royaume hachémite de Jordanie. Cette rencontre a porté sur les relations bilatérales ainsi que sur plusieurs dossiers régionaux d'intérêt commun. Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, a eu hier une séance de travail avec son homologue du royaume d'Arabie saoudite, le prince Faisal bin Farhan Al Saud, dans le cadre des rencontres bilatérales organisées en marge du

Forum diplomatique d'Antalya, indique un communiqué du ministère. Cette entrevue a été l'occasion pour le chef de la diplomatie algérienne de réaffirmer la position constante de l'Algérie, fondée sur la solidarité pleine et entière avec le royaume d'Arabie saoudite, face aux agressions consécutives à l'escalade militaire ayant marqué la région du Golfe. Ahmed Attaf a, à ce titre, rappelé les termes de l'échange téléphonique intervenu entre le président Tebboune et le prince héritier Mohammed bin Salman, mettant en exergue la convergence de vues et le soutien exprimé au plus haut niveau de l'État. Les discussions ont également porté sur les développements récents dans la région, à la lumière de l'accord de cessez-le-feu conclu entre les parties concernées. Les deux ministres ont exprimé leur souhait de voir cette dynamique se consolider et se traduire par des solutions durables, de nature à garantir le rétablissement de la sécurité, de la stabilité et de la quiétude à l'échelle régionale. Sur le registre bilatéral, les échanges ont permis de passer en revue l'évolution du partenariat algéro-saoudien, caractérisé par une dynamique jugée exceptionnelle, notamment dans sa dimension économique. Les deux parties ont insisté sur l'importance d'insuffler un nouvel élan à cette coopération, en perspective de la tenue prochaine de la première session du Conseil supérieur de coordination algéro-saoudien, conclut le communiqué. Au-delà de ces entretiens, Ahmed Attaf a pris part à une série de consultations avec plusieurs responsables internationaux, abordant les grands dossiers actuels, notamment les situations en Libye et au Soudan, ainsi que l'évolution de la question du Sahara Occidental. L'Iran est présent quant à lui à ce forum avec une forte présence diplomatique, de haut niveau. Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Bagheri, présent à Antalya, a déclaré que Téhéran ne voulait pas d'un cessez-le-feu temporaire «où la diplomatie est utilisée (...) dans un cercle vicieux pour reprendre la guerre». «Si cette guerre prend fin une fois pour toutes, le détroit d'Ormuz sera pour toujours un détroit de paix et de tranquillité», a-t-il assuré. Quant à la Turquie, elle s'est jointe aux efforts du Pakistan pour contribuer à l'instauration d'un cessez-le-feu, tant en Iran qu'au Liban. ■

Éditorial L'EXPRESS

SUR UNE LIGNE DE CRÊTE

PAR NASSIM TERKI

Le Moyen-Orient avance, une fois encore, sur une ligne de crête. D'un côté, un détroit d'Ormuz remplacé sous la férule militaire iranienne ; de l'autre, un Liban suspendu à une trêve aussi brève que fragile. Entre les deux, une même impression : celle d'une paix toujours promise, jamais atteinte. À Téhéran, les déclarations du Corps des gardiens de la révolution sonnent comme un rappel à l'ordre. Le détroit d'Ormuz, par où transite une part essentielle de l'énergie mondiale, redevient un levier stratégique assumé. L'Iran, qui dit avoir agi «de bonne foi» en autorisant certains passages, accuse Washington de duplicité et de «piraterie maritime». Derrière ces mots, une réalité brute, la confiance est rompue, et avec elle toute illusion de stabilité durable. Les tirs signalés contre un pétrolier et le retour à un contrôle strict de la navigation traduisent un durcissement calculé, dans un bras de fer où chaque geste est aussi un message. Plus à l'ouest, le Liban tente de respirer. Dix jours de cessez-le-feu, arrachés sous pression internationale, mettent fin (provisoirement) à quarante-six jours d'affrontements meurtriers entre le Hezbollah et l'entité sioniste. Le bilan humain est lourd, les cicatrices profondes, et pourtant, à peine la trêve entrée en vigueur, les premières violations viennent en fissurer la portée. Incursions, frappes sporadiques, ripostes annoncées, la paix n'a pas encore trouvé le chemin du terrain. Dans ce contexte, les déclarations de Donald Trump, affirmant avoir imposé l'arrêt des bombardements, contrastent avec la réalité des faits. L'annonce d'un cessez-le-feu, obtenue après des échanges avec le président libanais, Joseph Aoun et Netanyahu, ressemble davantage à une pause tactique qu'à une avancée stratégique. Car les lignes de fracture demeurent intactes, désarmement du Hezbollah d'un côté, retrait israélien de l'autre. Deux exigences inconciliables à court terme. La communauté internationale, elle, oscille entre prudence et inquiétude. Antonio Guterres appelle au respect strict de la trêve, tandis qu'Emmanuel Macron insiste sur la protection des civils et la souveraineté libanaise. Ces voix s'élèvent, mais sur le terrain, Israël poursuit sa logique génocidaire, rendant les appels au calme presque inaudibles. Dans le Golfe comme au Levant, c'est la même équation qui se répète : des équilibres précaires, des engagements fragiles, et des puissances incapables de transformer une accalmie en processus politique. Le détroit d'Ormuz se ferme, le Liban s'embrace par intermittence, et la région tout entière reste prisonnière d'un cycle où chaque trêve annonce déjà sa propre fin. Ainsi se dessine une paix introuvable, constamment évoquée, rarement construite. En l'absence de négociations de fond et d'engagements clairs, la paix demeure largement tributaire des rapports de force, enfermée dans des équilibres précaires et des illusions qui en limitent toute portée réelle.

L'Algérie, terre de dialogue, de fraternité et du vivre-ensemble

PAR AMEL B.

Depuis des siècles, l'Algérie s'affirme comme un véritable carrefour des cultures et des civilisations. Terre de rencontre et de dialogue, elle continue d'incarner, au quotidien, une forme de vivre-ensemble fondée sur le respect mutuel et la coexistence entre les religions. La visite du pape est venue raviver et mettre en lumière ce message universel de paix, tout en rappelant une réalité vécue par de nombreux membres de la communauté chrétienne installée en Algérie depuis plusieurs années. C'est à la basilique Notre-Dame d'Afrique, à Alger, que nous avons recueilli plusieurs témoignages. Fidèles, étudiants et travailleurs étrangers décrivent tous une même expérience : celle d'un pays d'accueil, généreux et profondément hospitalier, où le respect entre chrétiens et musulmans fait partie du quotidien. Pour une famille libanaise installée en Algérie, cette visite relève de l'exceptionnel. Émus, ils racontent un rêve devenu réalité : voir le pape dans un pays qu'ils considèrent aujourd'hui comme leur terre d'accueil privilégiée. N'ayant jamais pu rencontrer le pape dans leur pays d'origine, Maria Bayran Bassil dit vivre ici une expérience inespérée, rendue possible par l'Algérie. Maria, son époux Johnny Bassil et leurs filles Kelly, Mia et Cindy se disent très reconnaissants envers leur pays d'accueil. Ils saluent une terre qu'ils décrivent comme profondément hospitalière, où le respect entre chrétiens et musulmans est une réalité quotidienne. « Ici, chacun a sa place, quelle que soit sa religion », souligne Maria, évoquant un climat de tolérance et de vivre-ensemble qu'ils disent ne pas avoir trouvé ailleurs. Ils saluent un environnement où chaque communauté peut vivre sa foi librement, dans un climat de respect et d'harmonie. « C'est un message de paix entre les religions », témoignent-ils, évoquant la possibilité de vivre ensemble, quelles que soient les croyances, dans un esprit d'amour et de fraternité. Même sentiment du côté de Michelle, étudiante originaire du Zimbabwe en biotechnologie, impressionnée par la coexistence qu'elle observe au quotidien. « C'est incroyable de voir comment musulmans et chrétiens vivent ensemble ici », confie-t-elle. Hélène, venue du Cameroun pour un stage professionnel à l'hôpital Maillot de Bab El-Oued, partage également son émerveillement. Pour elle, vivre cet événement dans un pays à majorité musulmane rend le moment encore plus symbolique et marquant. Au fil des témoignages, une même image se dessine : celle d'une Algérie perçue par ses visiteurs comme une terre de tolérance, de dialogue, de fraternité et de vivre-ensemble.

YASMINA KHADRA DÉNONCE LES DOUBLES STANDARDS Un regard sans filtre sur la Palestine et l'Europe

À l'occasion de la sortie de son dernier roman *Le Prieur de Bethléem*, Yasmina Khadra a engagé un dialogue franc avec le géopolitologue Pascal Boniface, livrant une réflexion dense sur les liens entre littérature et enjeux géopolitiques, en particulier autour du conflit israélo-palestinien. L'auteur y interroge les silences persistants et les ambiguïtés qui entourent ce dossier dans de nombreux pays occidentaux.

Dans sa conception, le roman dépasse largement sa dimension esthétique pour devenir un vecteur d'expression singulier, capable d'aborder des sujets sensibles avec une forme de retenue qui échappe aux rigidités du discours analytique. Là où l'essai peut apparaître distant ou normatif, la fiction, selon lui, ouvre un espace propice à l'identification et à la compréhension de l'autre. En donnant chair aux personnages et à leurs trajectoires, elle invite le lecteur à éprouver des réalités souvent abstraites, favorisant ainsi une approche plus humaine des conflits. Avec ce nouveau livre, l'écrivain s'inscrit dans une volonté de restitution du vécu palestinien, en s'écartant des narrations convenues. Il plaide pour une parole débarrassée des artifices et des euphémismes, estimant nécessaire de nommer les choses avec justesse. À cet égard, il convoque la pensée de Albert Camus, rappelant que « mal nommer les choses ajoute au malheur du monde », pour souligner les effets délétères des discours édulcorés ou biaisés. Cette posture lui a valu des répercussions notables au cours de sa carrière. Il évoque notamment les controverses suscitées par son roman *L'Attentat*, qu'il considère comme un tournant difficile. À ses yeux, certains sujets sont désormais entourés d'une forme d'interdit, nourrissant un climat où la liberté d'expression se heurte à des lignes rouges implicites. Il met en garde contre les dérives d'un système où l'impunité associée au pouvoir peut engendrer des formes de domination proches de la tyrannie. L'auteur fait également état d'un recul de sa présence sur certains marchés éditoriaux européens, en particulier en Allemagne, où ses ouvrages ne seraient plus traduits. Il relie cette situation à ses prises de position sur la question palestinienne, qu'il considère comme à l'origine



d'une forme de fermeture idéologique. Selon lui, cette dynamique s'apparente à une censure diffuse, dépassant le cadre du débat littéraire et affectant les circuits de diffusion de ses œuvres, malgré une reconnaissance internationale établie à travers de nombreuses traductions. La publication de son dernier roman s'est d'ailleurs inscrite dans un contexte de réticence éditoriale, plusieurs maisons ayant hésité à s'engager, redoutant les controverses. L'ouvrage a néanmoins rencontré son lectorat, ce que l'écrivain interprète comme le signe d'une capacité persistante du public à exercer son jugement de manière autonome. Se définissant comme marginalisé, Yasmina Khadra rejette toutefois toute posture de contestation systématique. Il revendique plutôt une exigence de dignité, qu'il juge dérangeante dans certains milieux. Il critique, dans le même temps, une partie des élites intellectuelles qu'il accuse d'avoir renoncé à cette exigence afin de préserver leur position, au détriment de leur indépendance. Son analyse s'étend également au contex-

te français, qu'il décrit comme traversé par la crainte et le conformisme. Il évoque des trajectoires professionnelles affectées pour avoir pris position sur la situation à Gaza et accuse certains médias de promouvoir une lecture partielle des événements.

Dans cette perspective, il estime que la France s'éloigne de la vocation universelle qu'elle revendiquait autrefois. Les relations entre la France et l'Algérie occupent une place importante dans son propos. Malgré les tensions récurrentes, il affirme l'impossibilité d'une rupture durable entre les deux pays. Selon lui, les sociétés restent disposées au dialogue et au rapprochement, tandis que les blocages seraient entretenus par des groupes minoritaires alimentant les divisions. Sur le plan international, il dénonce une approche sélective des principes par les puissances occidentales, qu'il relie à un rapport complexe à leur histoire. S'il reconnaît le poids de la mémoire, il considère qu'elle ne doit pas occulter les injustices contemporaines, notamment en Palestine. Abordant les

équilibres géopolitiques, il évoque Donald Trump comme révélateur des fragilités européennes. Il estime que l'Europe peine à affirmer son autonomie stratégique face aux États-Unis, allant jusqu'à considérer que ces derniers n'ont jamais constitué de véritables alliés. Cette dépendance, selon lui, limite la capacité européenne à jouer un rôle déterminant sur les grandes scènes internationales, en particulier au Proche-Orient. Il appelle ainsi le continent à retrouver confiance en ses propres moyens et à s'imposer comme un acteur à part entière dans les rapports de force mondiaux. Malgré ce regard critique, l'écrivain refuse toute vision désabusée. Il voit dans certaines initiatives, comme la visite du pape en Algérie, des signes porteurs d'espoir, rappelant que l'humanité conserve une capacité à produire du lien et du sens. Son discours s'inscrit, en définitive, dans une perspective profondément humaniste, affirmant que, même dans un contexte marqué par les tensions, la possibilité d'un avenir commun demeure intacte. Y. R.

CONSACRANT UN NUMÉRO SPÉCIAL À LA VISITE PONTIFICALE « Iqraa » souligne un moment historique

Le dernier numéro du magazine hebdomadaire *Iqraa*, publié par la Grande Mosquée de Paris, met à l'honneur la visite officielle du Pape Léon XIV en Algérie, qu'il présente comme un moment « historique », porteur d'une forte charge symbolique en matière de coexistence et de dialogue entre les religions. Dans un éditorial intitulé « Léon XIV en Algérie : et si l'autre était déjà nous », le recteur de l'institution parisienne, Chemseddine Hafiz, qui a accompagné cette visite, revient sur l'accueil réservé au souverain pontife. Il s'interroge notamment sur cette capacité de la société algérienne à recevoir le chef de l'Église catholique avec une sérénité et une spontanéité remarquables, sans artifices ni mise en scène. Pour lui, cette attitude s'explique par un parcours historique singulier. Il évoque une société marquée par des épreuves ma-

jeures, de la colonisation à la guerre de libération, en passant par la décennie de violence interne, mais qui a su préserver son sens de l'hospitalité. Selon son analyse, cette trajectoire a forgé une compréhension profonde de l'identité, conçue non pas comme un élément à défendre, mais comme une réalité à incarner au quotidien. À travers cette expérience, Chemseddine Hafiz affirme être revenu avec une conviction forte : celle que la France gagnerait à s'inspirer de ce modèle, non pour le reproduire à l'identique, mais pour en saisir les enseignements. Il souligne que la coexistence apaisée des appartenances, souvent perçue comme difficile à atteindre, n'est pas une utopie. Dans cette perspective, il insiste sur le rôle de l'islam comme facteur de cohésion sociale, estimant que ses valeurs contribuent à renforcer le lien plutôt qu'à nourrir les divisions. Il rappelle

également que le souverain pontife lui-même a exprimé cette idée lors de son passage à Djamaâ El Djazair. Sous un autre angle, le magazine propose un dossier intitulé « Le Pape en Algérie, vu du monde : Alger au centre d'une géographie morale », dans lequel il relaie les analyses de plusieurs médias internationaux. Ces derniers convergent pour souligner que la visite ne se limite pas à un déplacement protocolaire : elle incarne une certaine vision du monde, où la paix se construit concrètement, à travers le dialogue entre histoire, mémoire et spiritualité. Dans ce même numéro, Jean-Marc Aveline, archevêque de Marseille et président de la Conférence des évêques de France, revient sur ce déplacement qu'il qualifie de « premier grand voyage africain » du souverain pontife. Il estime que le choix de l'Algérie comme point de départ n'est pas anodin, mais au

contraire chargé de significations. Le magazine enrichit également ce dossier par une série de reportages illustrés retraçant les différentes étapes de la visite papale. Parmi les sujets abordés figurent notamment Anna-ba, présentée comme la terre de saint Augustin, dont l'héritage demeure vivant, ainsi que divers récits mettant en lumière l'accueil réservé au pape à travers le pays. Des contributions consacrées à Djamaâ El Djazair, des portraits de figures marquantes telles que saint Augustin et Henri Teissier, reconnu pour son engagement en faveur du dialogue interreligieux, viennent compléter ce numéro spécial. À travers l'ensemble de ces contenus, *Iqraa* propose une lecture à la fois spirituelle, historique et géopolitique de cet événement, mettant en avant l'image d'une Algérie perçue comme un espace de rencontre, de mémoire et d'ouverture. R. N.

TRANSITION NUMÉRIQUE

Cap sur la production locale de serveurs

Le leader mondial dans la fourniture d'équipements de télécommunications et de solutions réseau ZTE renforce sa présence en Algérie. Présent en Algérie depuis 2002, le géant chinois élargit son champ d'intervention. Il est passé de la fourniture d'équipements de télécommunications et de solutions réseau à la commercialisation d'une large gamme de smartphones compatibles 5G, à travers le made in Algeria. L'Eurl ZTE Algérie vise également à développer une production locale de serveurs destinés aux data centers, en partenariat avec l'entreprise publique ALFATRON.

PAR MERIEM KACI

Conformément au cadre législatif en vigueur, la protection de la souveraineté numérique impose que les données soient stockées et traitées en Algérie.

Pour répondre à cet impératif, ZTE Algérie accompagne les décideurs et les opérateurs à installer leurs infrastructures telles que les data centers, estimant qu'il est important qu'ils soient géolocalisés en Algérie. « Cette approche garantit, d'une part, une performance optimale des services grâce à une réduction significative de la latence et, d'autre part, une maîtrise totale de la sécurité de bout en bout », explique Youcef Laoussadi, responsable de la clientèle à Eurl ZTE Algérie.

Ce dernier précise que l'intégration de solutions de géo-redondance assure la résilience de l'infrastructure. En cas d'incident à Alger, « les serveurs d'Annaba ou d'Ouargla prennent automatiquement le relais, pérennisant ainsi la sécurité de l'écosystème numérique national », ajoute le responsable.

S'agissant du coût d'équipement d'un centre de données, il est principalement déterminé par le nombre de racks, sachant que les besoins diffèrent considérablement selon l'échelle d'une entreprise ou institution. Une solution adaptée à une PME diffère de celle d'un ministère ou d'une grande entreprise, qui peut déployer

une centaine de racks, renchérit M. Laoussadi. En Algérie, l'exploitation des data centers bénéficie de coûts généralement inférieurs à ceux de l'Europe, notamment grâce à une électricité à tarif réduit (4,68 DA/kWh), ce qui rend le retour sur investissement particulièrement « attractif » à l'échelle régionale, estime le responsable.

Ce dernier fait savoir que ZTE Algérie vise également à développer une production locale de serveurs destinés aux data centers, et ce, en partenariat avec l'entreprise publique ALFATRON. « Cette initiative a pour objectif de renforcer sa présence industrielle, de réduire les coûts logistiques. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large de localisation et de collaboration industrielle, tout en soutenant le développement technologique et économique de la région », poursuit M. Laoussadi.

A ses yeux, l'acquisition de la souveraineté numérique représente un investissement majeur et nécessaire pour le pays. Grâce à ces efforts soutenus, l'Algérie se positionne désormais en tant que leader sur le continent africain, érigeant la sécurité et l'autonomie des données en priorités absolues.

Déploiement de la 5G

L'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) a officiellement attri-



bué les licences 5G le 3 juillet 2025 aux trois opérateurs (Mobilis, Ooredoo, Djezzy).

Suite à l'octroi des bandes de fréquences, les opérateurs de téléphonie mobile sont tenus de répondre aux cahiers des charges, qui imposent une couverture progressive et rigoureuse du territoire national, et offrir ainsi des services de 5G de très haut débit mobile. Ainsi, les opérateurs ont entamé une phase d'investissements massifs pour le déploiement de la 5G. Dans ce sens, ZTE connu pour être un acteur « incontournable » de l'écosystème mondial des télécommunications, intervient en fournissant les infrastructures nécessaires pour le déploiement de la 5G. ZTE soutient en effet les investissements de l'Etat et d'autres opérateurs en fournissant des solutions d'infrastructure de pointe, tant sur les réseaux radio (mobiles) que sur

la fibre optique (fixes). « Les services que nous offrons entre infrastructure et terminaux profite à l'Etat et assure en parallèle une connectivité fluide et performante dont le consommateur final profite directement. » Comme le Made in Algeria est un gage de réussite, ZTE commercialise désormais une gamme de smartphones compatibles 5G avec des prix « accessibles » pour le consommateur, conclut M. Laoussadi. ■

HUGUES MBA OBIANG, DIRECTEUR AU MINISTÈRE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU GABON

« L'expansion des géants technologiques sur notre sol est une nouvelle forme de colonisation »

Dans cet entretien, l'ingénieur en réseau télécoms plaide pour la mutualisation des efforts et expériences entre les Etats formant l'Afrique pour accélérer la transformation technologiques du continent.

PROPOS RECUEILLIS PAR M. KACI

L'EXPRESS : Comment évaluez-vous l'état actuel du secteur numérique en Afrique ?

Hugues Obiang : Il est disparate et diffère d'un pays à l'autre. Nous constatons que chaque pays progresse de manière isolée, ce qui fait que certains pays reproduisent les erreurs déjà commises ailleurs par manque de coordination. En mutualisant nos expériences, nous pourrions éviter de reproduire les erreurs passées, ce qui représenterait un gain précieux en temps, en énergie et en ressources (humaines comme financières). Le travail en silo est, en soi, une source d'inefficacité. Toutefois, en dépit de la prise de conscience de l'importance du numérique par les décideurs, le continent accuse toujours un retard. Dans certains pays, jusqu'à 60% des financements mobilisés via des fonds propres ou des bailleurs pour le développement du secteur est détournée par certains intermédiaires au détriment de l'exécution réelle des projets pour lesquels les fonds sont mobilisés, compromettant ainsi l'avenir technologique des pays africains. Je pense qu'il est impératif de dénoncer la cor-

ruption, qui est un véritable frein au développement du numérique et condamne les projets à l'échec.

Vous avez pris part dernièrement au Global Africa Tech qui s'est tenu en Algérie du 28 au 30 mars. Quel regard portez-vous sur l'infrastructure numérique algérienne ?

Bien que ma visite ait été brève, ne permettant pas une analyse exhaustive, la qualité du réseau témoigne d'infrastructures d'un niveau satisfaisant. Le pays devrait néanmoins poursuivre ses efforts de modernisation et de veille technologique afin de s'affirmer comme un véritable hub africain.

Quelles sont les mesures prévues pour stimuler l'innovation locale ?

L'éclosion de nos nations et le dynamisme de l'innovation locale reposent avant tout sur la formation et la valorisation des talents. Si chaque diplômé aspire naturellement à une stabilité professionnelle et à des conditions de vie décentes, l'absence de perspectives de réussite locales pousse un grand nombre vers l'expatriation. Dans les pays développés, ces talents trouvent le cadre néces-

saire pour s'imposer et s'épanouir. Afin de freiner la fuite des cerveaux et de stimuler la croissance continentale, chaque État se doit de garantir aux ingénieurs et experts une rémunération attractive ainsi qu'un écosystème propice à l'innovation et développement locale.

Comment l'Afrique peut-elle s'émanciper de la dépendance technologique étrangère ?

Nous avons besoin d'une collaboration franche et étroite entre décideurs, gestionnaires financiers et unités opérationnelles africaines. La mutualisation nous permettra de réaliser un véritable bond technologique et de parler d'une seule voix sur la scène internationale. Il est également essentiel que nos ingénieurs développent des solutions adaptées à notre environnement spécifique. Aujourd'hui, la quasi-totalité des programmes informatiques sont faits en anglais ; pourquoi ne pas les concevoir en français, ou même dans nos langues locales ? Il en va de même pour la production de nos propres téléphones et gadgets. Quand on voit l'évolution fulgurante de la Chine ces trente dernières années, on réalise que l'Afrique a, elle aussi, tout le potentiel pour réussir sa propre révolution technologique.

Nos décideurs doivent prendre conscience que l'expansion des

géants technologiques sur notre sol est une nouvelle forme de colonisation, et de guerre froide déguisée nous exploiter et manipuler. L'Afrique doit agir, parler d'une seule voix et donner des directives claires visant à mutualiser nos compétences techniques. En favorisant le partage d'expériences entre experts africains, nous accélérons notre montée en compétence et éviterons de reproduire les échecs passés. C'est uniquement par cette force collective que nous pourrions siéger à la table des grands et imposer nos conditions.

La rivalité entre les grands opérateurs mondiaux profite-t-elle à l'Afrique ?

Absolument pas. Leur objectif est de maintenir le continent comme une chasse gardée et piller ses richesses et renforcer leur contrôle sur l'Afrique.

Selon des rapports mondiaux, l'Afrique est le continent le plus touché par les cyberattaques. A quoi renvoyez-vous cette vulnérabilité ?

Simplement parce que l'Afrique est consommatrice, et ne produit pas ses solutions technologiques. Pour rompre avec cette vulnérabilité, nous devons impérativement apprendre à concevoir nos propres produits, services et technologies.

Notre dépendance actuelle provient d'un usage non maîtrisé des solutions matérielles (hard) et logicielles (soft) imposées par les géants mondiaux. Gardons à l'esprit que l'information est le véritable or numérique et la recrudescence des cyberattaques n'est pas un hasard, il s'agit d'une guerre informationnelle visant à piller nos informations stratégiques. Les télécommunications sont le secteur le plus durement touché, et ce, en raison de leur caractère transversal, impactant par ricochet l'ensemble des autres secteurs.

Alors vous partagez la position de ceux qui disent qu'un État qui ne maîtrise pas sa souveraineté numérique est un État qui ne maîtrise pas son destin numérique ?

Tout à fait d'accord, la souveraineté numérique implique un nombre important de prérequis et repose sur plusieurs piliers essentiels dont le déploiement d'infrastructures solides, la création de cadres juridiques adaptés, ainsi que la formation et la valorisation des talents locaux pour produire des services en phase avec nos réalités. Sans oublier une véritable inclusion à l'échelle du continent. Si nous ne maîtrisons pas nos données, leur stockage et leur sécurité, nous perdons le contrôle de notre destin numérique et notre souveraineté numérique est bafouée. ■

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES PRODUITS LAITIERS

“VERITAL” ouvre des perspectives de partenariat avec des opérateurs ukrainiens

S «Dans le cadre de la dynamique de coopération internationale visant à consolider la sécurité alimentaire et à rehausser les standards de qualité technique, l'entreprise VERITAL a reçu jeudi, au siège de sa Direction Générale, une délégation de haut niveau de la République d'Ukraine. Cette visite de travail s'inscrit dans le cadre de l'examen des perspectives de coopération bilatérale dans la filière laitière et les technologies de production», indique un communiqué de l'entreprise VERITAL.

La délégation a été accueillie par M Mohamed Nabil Hammou, Président-Directeur Général de VERITAL, assisté par un panel de cadres dirigeants et d'experts de l'institution.

«Cette délégation était conduite par Son Excellence l'Ambassadeur d'Ukraine en Algérie, Monsieur Oleksandr Voronin, accompagné d'un groupe de décideurs des secteurs administratif et professionnel ukrainiens, notamment M. Arsen Didur : Président de l'Union des entreprises laitières d'Ukraine, M. Oleg Osiyan : Vice-président du Service vétérinaire d'État ukrainien des représentants du groupe international «OLAM» : représenté par M. Yuriy Shevchuk (Directeur Régional de la zone MENA) et Mme Nesrine Boukari (Responsable Commerciale en Algérie)», ajoute le communiqué.

Lors de cette réunion, M Hammou a prononcé un discours de bienvenue, soulignant le rôle pivot que joue VERITAL au sein de l'écosystème économique national. Le PDG a ensuite présenté un exposé technique exhaustif sur la gamme de services intégrés et diversifiés, ainsi que sur les produits laitiers fournis par l'établissement, précisant que la valeur ajoutée de VERITAL repose essentiellement sur les compétences et l'expertise de l'ingénierie algérienne, dont la rigueur est conforme aux standards

L'entreprise «VERITAL» reçoit une délégation économique ukrainienne de haut niveau pour renforcer la coopération en matière de contrôle de la qualité. Cette visite de travail s'inscrit dans le cadre de l'examen des perspectives de coopération bilatérale dans la filière laitière et les technologies de production.



internationaux. M Hammou a également exposé à la délégation le modus operandi des experts algériens qui veillent à des contrôles stricts, qu'il s'agisse de l'inspection de la qualité des matières premières et des produits finis, ou de l'audit technique des équipements de production et des installations industrielles, afin de garantir leur conformité aux spécifications en vigueur.

La séance de travail a porté sur les mécanismes d'édification d'un pont de coopération durable entre VERITAL et les opérateurs laitiers en Ukraine. Cette démarche vise à garantir que l'ensemble des équipements et technologies ex-

portés vers l'Algérie soit soumis à un contrôle qualité rigoureux et préalable, facilitant ainsi les échanges commerciaux et sécurisant l'intégrité de la chaîne de production.

De son côté, la délégation ukrainienne a salué le professionnalisme exemplaire constaté chez VERITAL, exprimant sa ferme volonté de tirer profit de cette expertise pour instaurer un partenariat technique équilibré, mutuellement bénéfique pour les économies des deux pays. Il convient de noter que cette rencontre est le fruit d'une collaboration étroite entre l'établissement VERITAL et l'Office National Interprofessionnel du Lait et des Produits Laitiers (ONIL).

Industries pharmaceutiques RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION AVEC L'UNICEF

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a reçu, jeudi, le directeur régional du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA), M. Edouard Beigbeder, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale, notamment dans le domaine de la santé publique et de la protection de l'enfance, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre qui s'est déroulée, au siège du ministère, en présence de la Représentante de l'organisation en Algérie, Mme Katarina Johansson, et la délégation l'accompagnant, a constitué une opportunité d'échanger les vues et de renforcer les mécanismes de concertation sur l'état et les perspectives de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines liés à la santé publique et à la protection de l'enfance, selon l'APS.

Dans ce cadre, M. Beigbeder a présenté la nature de l'activité du centre d'achat de médicaments de l'organisation, chargé de l'approvisionnement et de la distribution des médicaments au profit de 136 pays africains, exprimant sa volonté de renforcer les relations de coopération avec l'Algérie, en particulier en matière d'approvisionnement de ces centres afin de répondre à leurs besoins en médicaments et en vaccins pédiatriques, lit-on dans le communiqué. Il a également évoqué la participation de l'Unicef aux travaux de la conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments et de technologies de santé, tenue en novembre 2025 à Alger, notant que cet événement a contribué de manière significative à mettre en avant la position de l'industrie pharmaceutique algérienne en termes de qualité et de compétitivité des prix.

Pour sa part, le ministre a mis en avant les capacités de l'Algérie dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, couvrant au moins 83% des besoins du marché national en médicaments, outre les importantes potentialités d'exportation des excédents, ajoute la même source.

M. Kouidri a assuré que l'Algérie est disposée à accompagner les pays africains dans la production de leurs besoins en médicaments, notamment à travers la formation des ressources humaines et le transfert d'expertises, afin de leur permettre de mettre en place leurs unités industrielles et de maîtriser les différentes étapes de la chaîne de production, et ce dans le cadre du soutien à l'intégration et du renforcement de la sécurité sanitaire à l'échelle continentale.

R.E.

L'Ecole nationale des impôts fait sa mue

L'Ecole nationale des impôts a été rebaptisée «Ecole nationale des finances publiques», en vertu du décret exécutif n 26-142 du 30 mars 2026 publié au Journal officiel n 28, portant également réaménagement de son statut, selon l'APS. Signé par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, ce texte modifie la dénomination de cet établissement créé par le décret exécutif n 94-339 du 25 octobre 1994. L'établissement, situé à Koléa (Tipaza) et placé sous la tutelle du ministère chargé des Finances, assure une formation spécialisée d'une durée de trois ans, destinée à l'accès aux corps spécifiques de l'administration des finances, notamment les grades d'inspecteur-analyste du budget, d'inspecteur principal du Trésor, de la comptabilité et des assurances, d'inspecteur principal des

impôts, ainsi que d'inspecteur principal des domaines et de la conservation foncière. Le décret prévoit également l'organisation, au profit des administrations publiques, de sessions de perfectionnement, de formations préparatoires à l'occupation de postes et à la promotion, ainsi que de concours et examens professionnels. L'école peut aussi mener des activités d'études, d'audit, de conseil et d'expertise. Elle est en outre habilitée à organiser des conférences et des journées d'études, et à participer à des programmes de coopération avec des organismes nationaux et étrangers.

L'accès à l'établissement se fait par concours sur épreuves, ouvert aux titulaires du baccalauréat ayant accompli avec succès deux années d'enseignement supérieur dans des spécialités liées

aux sciences économiques, commerciales, de gestion, financières, à la comptabilité ou au droit, âgés de 23 ans au plus. Les élèves admis bénéficient d'une allocation mensuelle, ainsi que de prestations de restauration, d'hébergement et de couverture sociale. Le texte prévoit également la possibilité d'accueillir des candidats étrangers. A l'issue de la formation, les élèves sont soumis à un examen de sortie qui comprend des épreuves écrites, une épreuve orale et la soutenance d'un mémoire de fin de formation. Les diplômés de l'école reçoivent une attestation et sont recrutés en qualité de stagiaire. Ils s'engagent à servir l'administration chargée des Finances, conformément à la réglementation en vigueur.

R.E.

Commerce extérieur

Réunion de coordination avec les banques et les sociétés de leasing

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a présidé une réunion de travail et de coordination ayant regroupé des cadres du ministère et des représentants de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), des banques commerciales habilitées à effectuer des opérations de commerce extérieur et des sociétés de leasing, indique un communiqué du ministère, selon l'APS.

Cette réunion, tenue mercredi, a été consacrée à la présentation et à l'explication des récentes mesures relatives au changement de banques ou d'agences bancaires dans le cadre des opérations de domiciliation bancaire liées aux programmes prévisionnels d'importation, notamment celles découlant de la suspension de l'activité de commerce extérieur auprès de certaines banques, précise la même source. A cette occasion, il a été convenu «d'adopter un mécanisme de travail commun pour la prise en charge des

requêtes et des préoccupations, afin de finaliser les dossiers dans les meilleurs délais». Il a également été convenu des modalités pratiques relatives aux opérations de transfert d'équipements et de matériel vers les sociétés de leasing, en vue d'offrir des solutions de financement alternatives au profit des entreprises économiques, de soutenir leur activité, et ainsi renforcer leurs capacités d'investissement. Dans son intervention, M. Rezig a souligné l'importance de renforcer la coordination entre les différents acteurs

du système bancaire et financier, en vue de faciliter les opérations de commerce extérieur et d'améliorer l'accompagnement des opérateurs économiques, notamment en ce qui concerne les procédures liées à la domiciliation bancaire des programmes prévisionnels d'importation (fonctionnement et équipement), ainsi que le financement par crédit-bail, conclut la même source.

R.E.

AAPI

Annonce importantes aux porteurs de projets

L'Agence algérienne de développement des investissements (AAPI) annonce le lancement d'une opération de publication préliminaire d'assiettes foncières destinées à l'investissement dans différentes wilayas du pays pour attirer les investisseurs et promouvoir le développement économique du pays.



FATIHA A.

« Dans le cadre de sa stratégie visant à encourager et attirer les investissements et à promouvoir le développement économique du pays, l'Agence algérienne de développement des investissements (AAPI) informe les investisseurs et porteurs de projets de la disponibilité de plusieurs assiettes foncières dans les wilayas suivantes : Constantine (Zone industrielle de Dawames), Sidi Bel Abbès (Zone industrielle de Ras El Ma), Tlemcen (Zone industrielle d'El Aricha), Djelfa et Médéa (Zone industrielle de Boughezoul) et Tiaret (Zone industrielle de Zaroura) », indique l'AAPI dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook.

Cette annonce entre dans le cadre des préparatifs visant à déterminer la nature des activités à allouer à ces foncier industriels, en fonction des besoins des investisseurs. Une fois cette annonce publiée sur la plateforme numérique dédiée aux investisseurs, l'agence invite les porteurs de projets souhaitant investir dans ces wilayas à manifester leur intérêt.

Notons que l'agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) est l'acteur central pour la mise à disposition de fonciers industriels et économiques. Elle propose régulièrement des assiettes foncières aménagées destinées à la réalisation de projets d'investissement, notamment dans les zones industrielles et les zones d'activités. L'AAPI gère l'octroi du foncier via une plateforme numérique de l'investisseur, permettant de déposer des demandes en ligne pour la

concession de terrains. En plus du foncier industriel classique, l'AAPI propose des terrains dans des parcs technologiques, des zones d'expansion touristique, et des villes nouvelles.

Aussi, l'agence met l'accent sur des secteurs clés comme l'agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique, la pétrochimie, et les énergies renouvelables. Dans le cadre de la relance économique, l'AAPI a pour mission de renforcer le portefeuille foncier, de recenser les actifs excédentaires des entreprises publiques et de faciliter l'accès à ces terrains pour attirer les investisseurs.

L'AAPI est le point d'entrée incontournable pour toute demande de foncier industriel en Algérie, agissant de manière transparente à travers des appels aux investisseurs et une gestion numérique.

F.A.

Kouadri

Boudjelthia :

la nouvelle agence renforcera l'efficacité énergétique en Algérie

Le président-directeur général (PDG) des études et réalisations en énergies renouvelables, filiale du Centre de développement des énergies renouvelables, El Amin Kouadri Boudjelthia a commenté, ce jeudi, l'examen par le Gouvernement du décret exécutif portant création de l'agence nationale pour l'efficacité énergétique et la maîtrise de l'énergie. Il a indiqué que cette dernière « va assurer une meilleure efficacité dans l'action de plan du gouvernement ».

Intervenant dans l'émission « L'invité du jour », de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Kouadri s'est félicité de la création future de l'agence nationale pour l'efficacité énergétique et la maîtrise de l'énergie qui sera issue de la fusion de l'Agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) et du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ).

Selon lui, l'avènement de cette nouvelle instance va permettre la réorganisation du secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, amorcée depuis deux ans. « Avec cette agence, les énergies renouvelables seront dans leur ministère, là où il faut », a-t-il indiqué, avant de poursuivre : « Maintenant que tout est sous la coupe de l'Énergie et des Énergies renouvelables, la fusion de l'APRUE et de la CEREFÉ va assurer une meilleure efficacité dans l'action de plan du gouvernement ». En outre, et tout en rappelant que l'Algérie figure parmi les pays dont la consommation énergétique est très élevée, M. Kouadri a expliqué que cette nouvelle structure aura un rôle à jouer pour résoudre la problématique de la rationalisation de la consommation de l'énergie et de son utilisation.

R.E.

Industrie

Plus de 1.670 assiettes foncières proposées

Le nombre total d'assiettes foncières proposées via la plateforme numérique de l'investisseur depuis sa mise en service a dépassé les 1.670 unités, couvrant une superficie globale de plus de 3.000 hectares répartis à travers le territoire national, a indiqué, jeudi à Alger, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, selon l'APS.

Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, présidée par M. Omar Khemayas, vice-président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, le ministre a précisé que le nombre total des assiettes foncières mises en ligne sur la plateforme s'élève à 1.675, dont 1.427 consti-

tuées de 2.274 parcelles destinées à accueillir des projets industriels, couvrant une superficie de 2.850 hectares. Répondant à la question d'un membre du Conseil relative au nombre de parcelles proposées via la plateforme de l'investisseur de l'AAPI, lancée il y a deux années, le ministre a fait état de 1.377 assiettes foncières situées dans des zones industrielles et des zones d'activités (anciennes ou en cours de réalisation) couvrant une superficie de 2.111 hectares, dont 786 assiettes réparties sur 56 zones industrielles.

Il a souligné que la loi de Finances pour l'année en cours avait alloué des crédits de paiement au profit des projets de zones industrielles en cours d'aménagement, ce qui permettra de parachever les travaux dans les

zones industrielles qui connaissent une cadence de réalisation avancée, tandis que l'aménagement des projets restants est prévu pour l'année 2028. Concernant les mesures que le ministère de l'Industrie compte entreprendre pour lever les contraintes sur le projet de réalisation de la zone industrielle de Souamaâ (Tizi Ouzou), le ministre a rappelé que l'Etat a mobilisé une enveloppe financière pour la réalisation de l'étude au titre de l'exercice 2026, soulignant que les services du ministère accordent une importance majeure à tous les dossiers susceptibles de garantir la disponibilité du foncier. S'agissant de l'investissement dans la wilaya d'El Bayadh, le ministre a indiqué que l'Etat a mobilisé d'importantes enveloppes finan-

cières pour la création et l'aménagement d'assiettes foncières, à l'instar de la nouvelle zone industrielle de Rogassa, s'étendant sur une superficie de 150 hectares, et dont le taux d'avancement des travaux a atteint le seuil des 80%.

Par ailleurs, M. Bachir a rappelé que les services de la wilaya d'Ouled Djellal procèdent à une opération d'inventaire et d'assainissement du foncier économique au niveau des zones d'activités, afin de récupérer les assiettes non exploitées et de les soumettre aux procédures d'examen et de conformité technique, précisant que les lots disponibles seront progressivement introduits sur la plateforme numérique de l'investisseur.

R.E.

Mascara

Plusieurs projets pour les communes de Nesmot et Zelamta

Plusieurs opérations de développement ont été lancées, mercredi dans les communes de Nesmot et Zelamta (wilaya de Mascara), visant à améliorer le cadre de vie de leurs habitants, a-t-on constaté. Ces opérations, inscrites dans le cadre du programme de développement socio-économique des communes et dont le lancement a été donné par le wali, Fouad Aïssi, lors d'une visite de terrain dans les deux communes, comprennent des travaux d'aménagement urbain au niveau du village «Ahnidja» (commune de Nesmot), ainsi que dans plusieurs quartiers de la ville de Zelamta. Ces travaux portent sur le revêtement des routes, la réhabilitation des trottoirs et le renouvellement de l'éclairage public, selon les explications fournies par les responsables locaux. Au cours de cette visite, il a également été procédé au lancement de la première tranche du projet de réhabilitation du chemin communal 66, reliant le chemin de wilaya CW 97 dans la commune de Nesmot, sur une distance de 3,5 km. Ce projet permettra de désenclaver des zones rurales et d'éliminer des points noirs à l'origine d'accidents de la circulation, selon les responsables communaux. Le wali a aussi donné le coup d'envoi d'un projet de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes dans la région de «Sidi Ali Boukroucha» (commune de Nesmot), destiné à améliorer l'alimentation en eau potable de ce regroupement rural. Par ailleurs, deux projets portant sur la réalisation de huit salles de classe supplémentaires ont été lancés dans deux écoles primaires situées à «Ouled Kadour» (commune de Nesmot) et «Sidi Abdelkader» (commune de Zelamta). Les entreprises

Inscrites dans le cadre du programme de développement socio-économique des communes, ces opérations comprennent des travaux d'aménagement urbain au niveau du village «Ahnidja» (commune de Nesmot), ainsi que dans plusieurs quartiers de la ville de Zelamta. Ces travaux portent sur le revêtement des routes, la réhabilitation des trottoirs et le renouvellement de l'éclairage public, selon les explications fournies par les responsables locaux.



en charge se sont engagées à les livrer au plus tard à la prochaine rentrée scolaire. Le wali a également supervisé le lancement de la deuxième tranche du projet de réhabilitation et d'extension du réseau d'assainissement dans plusieurs quartiers de la ville de Zelamta, ainsi que la mise en service d'un réservoir d'eau raccordé à un puits de la mosquée au profit du regroupement rural de «Sidi Abdellah» dans la

même commune. En marge de cette visite, le chef de l'exécutif de la wilaya a indiqué que ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la prise en charge des besoins des populations rurales, selon les priorités définies dans le programme de développement socio-économique des communes ayant bénéficié aux localités de Nesmot et Zelamta. Il a également annoncé le lancement prochain de plusieurs projets de

développement à travers différentes communes de la wilaya, inscrits dans ce même programme, ainsi que dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales au titre de l'année en cours, visant à améliorer les conditions de vie des citoyens et à répondre à leurs besoins en matière de développement.

Boussaâda

Ça bouge à Oultem

La commune d'Oultem, dans la wilaya de Boussaâda, vient de bénéficier de plusieurs projets de développement dans les secteurs de l'hydraulique, de l'aménagement urbain et du tourisme, a indiqué, mercredi, le chef de la daïra de Boussaâda, Karim Amdjakouh. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il sera procédé, au titre de ces projets, au renouvellement et à l'extension des réseaux d'assainissement et d'eau potable, à Oultem centre, moyennant un investissement public de 11 millions de dinars dans le cadre du programme d'appui au développement social et économique des communes. Il a ajouté qu'une enveloppe de 10 millions de dinars a également été mise en place pour financer un

projet portant sur l'aménagement urbain des vieux ksour du village touristique d'El Alik, dont les travaux ont été entamés au début de la semaine en cours. Le chemin touristique reliant le lieu-dit Ain Takouka au Ksar El Ouaha sera aménagé, au titre de cette opération qui donnera également lieu à la construction d'un mur de protection de chaque côté du parcours et à l'embellissement de la route qui connaît un grand afflux de touristes venant de différentes régions. M. Amdjakouh a souligné que ces projets visent à soutenir le développement local de la commune et à poursuivre la mise en œuvre des programmes de l'Etat visant à améliorer les conditions de vie des citoyens et à encadrer l'activité touristique dans cette région éminemment touristique.

OUM EL BOUAGHI

Plus de 8 milliards DA mobilisés pour le développement

Une enveloppe financière de 8,316 milliards DA a été octroyée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour la réalisation de 101 opérations de développement au titre de l'exercice 2026, a indiqué mercredi le chef de l'exécutif local, Benabdallah Chaïb Eddour. Intervenant au cours des travaux de la 1re session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de 2026, le même responsable a précisé que ces opérations de développement se répartissent sur 12 portefeuilles. Ces projets sont appelés à conforter notamment les secteurs de l'éducation, des travaux publics, de l'hydraulique, de la justice, de la jeunesse et des sports, de la santé et de l'agriculture, ainsi que d'autres liés directement à la vie quotidienne du citoyen. Le chef de l'exécutif local a ajouté que ce programme vient consolider les acquis réalisés et rattraper le déficit accusé dans certaines régions dans le cadre de l'engagement de l'Etat à répondre aux préoccupations de la population de la wilaya.

Bechar

Un cycle de formation sur la pisciculture intégrée à l'agriculture

Une trentaine d'agriculteurs, femmes rurales et étudiants porteurs de projets en aquaculture participent à une formation sur la pisciculture intégrée à l'agriculture, initiée depuis mercredi par la Chambre commune interwilayas d'aquaculture de Bechar, a-t-on appris auprès de son directeur, Lahbib Abdelaziz. Ce cycle de formation de trois jours, organisé au Centre culturel islamique de Bechar, en collaboration avec la Direction locale de la pêche et de l'aquaculture, est encadré par des spécialistes de l'Ecole de pêche et d'aquaculture de

Beni-Saf (wilaya d'Aïn Temouchent), a-t-il précisé. Il permet aux participants, notamment aux étudiants porteurs de projets dans le domaine de l'aquaculture, de bénéficier d'une formation théorique et pratique sur les techniques d'intégration de la pisciculture à l'agriculture, ainsi que sur l'élevage de différentes espèces de poissons d'eau douce dans la région, a-t-il expliqué. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des opérations de développement du secteur de l'aquaculture visant à renforcer la sécurité alimentaire et à accroître la production de poissons d'eau douce dans la région, a-t-il ajou-

té. La wilaya de Bechar a déjà lancé plusieurs projets pour stimuler les activités d'aquaculture, notamment deux zones dédiées à l'élevage de poissons d'eau douce. La première est située dans la commune frontalière de Beni-Ounif et couvre une superficie de 61 hectares, tandis que la deuxième est implantée dans la zone agricole de HassiEl-Houari, au nord de la commune de Bechar, sur une étendue de 47 hectares, selon le directeur local du secteur, Ahmed Bendjeddou. Ces zones sont destinées à abriter 32 projets d'investissement, parmi lesquels figurent l'élevage de crevettes et de tila-

pias, a-t-il indiqué. Pour concrétiser ces projets, une opération visant à remettre les actes d'exploitation aux porteurs de ces projets est actuellement en cours, afin qu'ils puissent démarrer leurs activités avec l'accompagnement du secteur, a-t-il souligné. Il convient également de noter qu'entre 2025 et le premier trimestre de 2026, plus de 200 agriculteurs, femmes rurales et porteurs de projets ont bénéficié de formations similaires à travers les wilayas de Bechar, Adrar, Tindouf et El Bayadh, a indiqué le même responsable de la Chambre commune interwilayas d'aquaculture.

Journée mondiale de la voix

Adopter les bons réflexes pour préserver sa santé vocale

PAR AMEL B

À l'occasion de la Journée mondiale de la voix, célébrée chaque 16 avril, la santé vocale s'impose comme un véritable enjeu de santé publique. La voix, produite par la vibration des cordes vocales sous l'effet de l'air expiré, est un mécanisme complexe et fragile, facilement perturbé par des habitudes inadéquates ou des conditions environnementales défavorables. Selon l'organisation mondiale de la santé, la prévention repose avant tout sur l'adoption de modes de vie sains et la réduction des facteurs de risque qui affectent les voies respiratoires. Les troubles vocaux — enrouement, fatigue ou altération du timbre — sont fréquents, notamment chez les personnes qui sollicitent intensément leur voix dans un cadre professionnel, et résultent souvent d'un usage excessif, mais aussi de facteurs comme le tabagisme, les infections respiratoires, le stress ou la pollution de l'air. L'OMS souligne que la pollution atmosphérique constitue l'un des principaux risques pour la santé respiratoire, étant responsable de millions de décès chaque année dans le monde, et qu'elle contribue à l'irritation chronique des voies aériennes, pouvant altérer durablement la voix. Dans ce contexte, préserver sa voix passe par des gestes simples mais essentiels. Une hydratation suffisante — environ 1,5 à 2 litres d'eau par jour — permet de maintenir la souplesse des cordes vocales et de limiter les irritations. Éviter de crier ou de parler de façon prolongée sans pause aide à prévenir la fatigue vocale, tandis qu'une posture adéquate favorise une respiration plus efficace et réduit les tensions. De même, la réduction des substances irritantes, comme le tabac ou la caféine en excès, joue un rôle clé dans la protection du larynx.



Au-delà de ces mesures, une bonne hygiène de vie globale — incluant un sommeil suffisant, une alimentation équilibrée et une activité physique régulière — contribue au bon fonctionnement de l'appareil respiratoire et vocal. Il est également important de rappeler que la voix évolue naturellement avec l'âge, en raison de modifications des tissus, des muscles et de la capacité pulmonaire, ce qui peut entraîner des changements de timbre ou de puissance. Enfin, les spécialistes insistent sur l'importance

d'une prise en charge précoce : toute modification persistante de la voix, telle qu'un enrouement ou une gêne durant plus de deux à trois semaines, doit inciter à consulter un professionnel de santé. Ainsi, loin d'être un simple outil de communication, la voix reflète notre état de santé général. En prendre soin au quotidien, c'est préserver un capital essentiel à notre bien-être, à notre vie sociale et à notre activité professionnelle.

A.B

Japon

Les jours de canicule qualifiés désormais de « cruellement chauds »

Les jours de températures caniculaires atteignant 40 C et plus seront désormais qualifiés de « cruellement chauds » au Japon, a annoncé vendredi l'Agence météorologique japonaise (JMA), alors que les hautes températures deviennent de plus en plus fréquentes dans le monde. En utilisant cette nouvelle désignation de « kokusho-bi » (« journée cruellement chaude »), la JMA « appellera plus efficacement à la vigilance face à des

températures extrêmement élevées », a-t-elle expliqué. L'an dernier, le Japon a suffoqué durant son été le plus chaud depuis le début des relevés en 1989, avec une hausse des températures observée à l'échelle mondiale en raison du changement climatique. Pour créer cette nouvelle catégorie, la JMA a mené une consultation auprès du public et recueilli les réponses de 478.000 personnes avant d'adopter l'expression « cruellement chaud », jugée la plus populaire. En deu-

xième position figurait « journée super féroce-ment chaude », ou « cho-mosho-bi », tandis que « journée sauna », « journée où rester à la maison » et « journée bouillante » faisaient également partie des propositions, selon la JMA. Cette nouvelle catégorie vient s'ajouter aux termes déjà utilisés par l'agence pour désigner les températures atteignant 25 C et plus (« journée d'été »), 30 C et plus (« journée de plein été ») et 35 C et plus (« journée de chaleur extrême »).

AUGMENTATION DE LA COUVERTURE VACCINALE EN AFRIQUE

Près de 20 millions de décès évités depuis 2000

L'augmentation de la couverture vaccinale en Afrique a permis d'éviter près de 20 millions de décès liés à la rougeole entre 2000 et fin 2024, révèle un rapport publié mercredi à Genève par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la région Afrique et Gavi, l'Alliance du vaccin. Le rapport précise qu'entre les 19,5 millions de décès évités, plus de 500 millions d'enfants africains ont été protégés par la vaccination systématique entre 2000 et 2024. « Cette analyse (...) démontre l'immense pouvoir salvateur des vaccins lorsque la vaccination est érigée en priorité politique », a salué dans un communiqué la directrice générale de Gavi, Sania

Nishtar. Selon le rapport, 44 pays africains ont intégré depuis 2000 une deuxième dose de vaccin anti-rougeole à leurs programmes de vaccination systématique, « contribuant ainsi à faire passer le taux de couverture de 5 % en 2000 à 55 % en 2024 ». Et des campagnes supplémentaires ont permis d'administrer 622 millions de doses. Ces efforts conjugués ont pu réduire de moitié la mortalité due à la rougeole sur le continent et entraîner une baisse de 40 % du nombre de cas, assure encore l'étude. « L'Afrique a réalisé des progrès remarquables (...) mais ces progrès sont inégaux », a toutefois souligné le directeur régional de

l'OMS, Mohamed Janabi, appelant à « renforcer d'urgence la vaccination systématique afin qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte ». L'Afrique est encore loin d'atteindre 90% de couverture vaccinale, correspondant aux objectifs mondiaux de vaccination de l'OMS pour 2030. Les inégalités d'accès, la croissance démographique, la fragilité des systèmes de santé, ainsi que les crises climatiques et humanitaires freinent les progrès. L'OMS et Gavi appellent donc à maintenir les investissements, l'engagement politique afin de « privilégier la mise en place ou la reconstruction de systèmes de vaccination résilients au niveau national ».

Mascara

Première édition de la Semaine de la science et du savoir

Les

activités de la première édition de la Semaine de la science et du savoir ont été lancées, vendredi à Mascara, dans le cadre de la célébration de la Journée du Savoir. La première journée de cette manifestation, organisée à l'initiative de la Direction des affaires religieuses et des wakfs en coordination avec plusieurs secteurs, a été marquée par la tenue de diverses activités religieuses et intellectuelles à la mosquée « El Ghamma » de la commune de Mascara. Parmi celles-ci, une conférence animée par le président du Conseil scientifique de wilaya, Saïd Hadri, qui a mis en lumière l'importance de la science et du savoir dans la vie de l'homme, ainsi que le rôle de l'Imam Abdelhamid Ben Badis dans la diffusion de la pensée réformatrice au sein de la société et sa contribution à la sensibilisation et à la lutte contre l'ignorance durant la colonisation française. Ces activités ont également inclus une récitation collective du Coran, ainsi que des chants religieux et des louanges interprétés par des imams et des élèves d'écoles coraniques de la ville de Mascara.

Le programme de cette manifestation, qui s'étale sur une semaine, comprend l'organisation de soirées coraniques et de cours religieux consacrés à la Journée du Savoir dans les mosquées de différentes communes de la wilaya, en plus de conférences et de rencontres intellectuelles autour de la même thématique au niveau de l'annexe du Centre culturel islamique Ali-Bendoua de Mascara, selon les organisateurs. A cette occasion, un concours de wilaya de mémorisation et de psalmodie du Saint Coran a également été programmé, ciblant les élèves des écoles coraniques de la wilaya, selon la même source. Le directeur des affaires religieuses et des wakfs, Ali Zenadra, a indiqué dans une déclaration à l'APS que l'objectif principal de cette manifestation est de faire connaître les vertus et les réalisations de l'Imam Abdelhamid Ben Badis et de sensibiliser à l'importance de la célébration de la Journée du Savoir.

NIGERIA

14 PERSONNES ENLEVÉES ALORS QU'ELLES DEVAIENT PASSER UN EXAMEN

Au moins 14 personnes ont été enlevées mercredi soir dans l'Etat de Benue, dans le centre du Nigeria, alors qu'elles se rendaient à un examen d'entrée à l'université prévu le lendemain, ont indiqué jeudi à des médias la police et des témoins. L'Etat de Benue se trouve dans une région régulièrement confrontée à des enlèvements contre rançon perpétrés par des groupes armés locaux, connus sous le nom de «bandits». Selon le chef de la police de l'Etat de Benue, Ifeanyi Emenari, les victimes ont été kidnappées pendant leur trajet en bus vers la ville d'Otukpo, où elles devaient passer un examen d'entrée à l'université. «Quatorze passagers ont été enlevés tandis qu'un autre a réussi à s'échapper. Nous sommes déployés sur le terrain pour assurer la libération des victimes», a-t-il déclaré. L'examen était organisé par le Comité mixte pour les admissions et les inscriptions (JAMB), un organisme gouvernemental chargé de l'accès à l'enseignement supérieur au Nigeria. «Les victimes sont principalement de jeunes garçons et de jeunes filles», a indiqué le président du conseil local d'Otukpo, Maxwell Ogiri, ajoutant que des forces de sécurité ont été déployées dans la forêt pour tenter de les secourir.

ITALIE

LES EXPORTATIONS ONT BAISSÉ DE 0,2% EN FÉVRIER

L'Italie a faibli à l'export au mois de février en raison d'une baisse de ses ventes en Europe, a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques (Istat). Après une année 2025 en hausse, les exportations italiennes ont baissé en février de 0,2% sur un an en valeur et de 2,2% en volume. En février, les exportations ont marqué une nette baisse vers l'Espagne, la Turquie, comme vers le Royaume-Uni. Elles se sont reprises vers les États-Unis, surtout pour les produits pharmaceutiques, et sont restées soutenues vers la Suisse voisine, notamment pour les métaux.

Parallèlement, les importations depuis l'Italie ont baissé de 1,3% sur un an. Mais si l'on exclut les combustibles, elles augmentent fortement (+2,7%), notamment pour des produits pharmaceutiques depuis la Chine et les États-Unis.

INDE

ECHEC DU PROJET VISANT À AUGMENTER LE QUOTA DES FEMMES AU PARLEMENT

Un amendement constitutionnel visant à augmenter le nombre de sièges de la chambre basse du Parlement indien pour renforcer la représentation des femmes, a échoué vendredi à obtenir les deux niveaux de voix requis pour toute réforme de la constitution. Après deux jours de vifs débats, la chambre basse (Lok Sabha) a adopté le projet de loi par 298 parlementaires contre 230, mais sans atteindre le seuil des deux niveaux de voix requis pour toute réforme de la constitution. Promu par le Premier ministre Narendra Modi, ce texte devait permettre de faire passer le nombre de sièges de la Lok Sabha à plus de 800 et d'en réserver un tiers aux femmes, conformément à une loi de 2023 qui n'était jamais entrée en vigueur. A ce jour, la chambre basse ne compte que 14% de femmes, soit 75 élues sur 543 députés.

Soudan du Sud

L'ONU alerte sur un risque d'effondrement

Le chef des opérations humanitaires de l'ONU, Tom Fletcher, a mis en garde vendredi contre un glissement du Soudan du Sud vers la «famine généralisée» et «l'effondrement», au moment où les combats s'intensifient et que la mission de maintien de la paix onusienne dans le pays (Minuss) se réduit.

«En visitant le Soudan du Sud il y a quelques semaines, j'ai entendu encore et encore le sentiment de désespoir et d'abandon» de la population, a déclaré le chef des opérations humanitaires de l'ONU Tom Fletcher devant le Conseil de sécurité. «Et avec raison. Le pays le plus jeune du monde est à un tournant dangereux. Conflit plus intense, déplacements en hausse, faim en hausse, maladies en hausse, attaques contre les travailleurs humanitaires en hausse. Financements en baisse», a-t-il décrit. Il a ainsi appelé le Conseil à prendre des mesures immédiates pour «empêcher le Soudan du Sud de glisser vers la famine généralisée et l'effondrement». Ce pays né en 2011 de la partition du Soudan est le théâtre depuis son indépendance d'une série de conflits meurtriers. Il connaît ces dernières semaines une recrudescence des combats entre forces gouvernementales loyales au pré-

sident Salva Kiir et milices d'opposition fidèles à Riek Machar, le vice-président suspendu de ses fonctions et assigné à résidence depuis un an. Et les «civils continuent à payer le prix» de l'intensification des combats, a dénoncé la nouvelle cheffe de la Minuss Anita Kiki Gbeho. Mais en parallèle, la Minuss a dû réduire ces derniers mois de «25 à 30% ses capacités opérationnelles», a-t-elle noté. Résultat d'une crise budgétaire qui touche toutes les missions onusiennes. Alors que le Conseil de sécurité doit se prononcer d'ici la fin du mois sur le renouvellement du mandat de la Minuss, «il est important de reconnaître le dilemme auquel nous faisons face: l'ampleur et l'urgence des besoins sur le terrain ne correspondent pas encore à l'engagement durable et aux investissements nécessaires pour répondre à l'ambition d'un chemin durable vers la paix», a-t-elle averti.

INDONÉSIE

HUIT MORTS DANS UN CRASH D'HÉLICOPTÈRE

Deux membres d'équipage et six passagers sont morts dans le crash d'un hélicoptère privé sur l'île indonésienne de Bornéo, a indiqué vendredi le ministère des Transports. L'appareil, détenu par l'entreprise locale Matthew Air Nusantara, a perdu le contact avec les contrôleurs aériens cinq minutes après son décollage dans la province du Kalimantan occidental jeudi matin. Il transportait huit hommes, a précisé dans un communiqué le directeur général de l'aviation civile Lukman F. Laisa. Aucune cause n'a été avancée à ce stade pour expliquer le crash. «Tous les passagers et membres de l'équipage sont morts, sur la base de nos informations sur le terrain», a-t-il affirmé. Les secours ont découvert les victimes jeudi soir dans une zone de forêt dense comportant des pentes abruptes, a décrit vendredi à des médias l'agence de recherche et de secours I Made Junetra. L'Indonésie, vaste archipel d'Asie du Sud-est, dépend largement du transport aérien pour relier ses milliers d'îles. Plusieurs accidents mortels d'hélicoptères ou d'avions ont été signalés ces dernières années dans le pays. En janvier, un avion affrété par le ministère de la Pêche s'est écrasé contre une montagne, tuant les dix personnes à bord. En septembre 2025, un hélicoptère transportant six passagers et deux membres d'équipage s'est écrasé dans la province du Kalimantan du Sud, tuant toutes les personnes à bord.

Pour répondre à la «demande croissante» Boeing booste sa production de satellites

Le constructeur aéronautique américain Boeing a annoncé jeudi une hausse de sa capacité de production dans le domaine spatial, ainsi qu'un élargissement de sa gamme de satellites, pour répondre à la «demande croissante» des gouvernements et des entreprises. Cette décision, précise le groupe dans un communiqué, doit permettre à sa filiale Millennium Space Systems de «remplir ses engagements actuels et de faire face à la demande croissante dans les marchés de la défense et commerciaux».

Boeing compte ainsi livrer 26 satellites en 2026, contre 11 en 2025 - un record depuis 2000 -, en procédant à des investissements non quantifiés dans les infrastructures et les processus de production. L'objectif est également de proposer davantage de flexibilité dans les engins proposés, avec le Resolute en particulier. Ce nouveau satellite de classe moyenne est décrit comme étant plus rapide et plus flexible qu'un appareil plus grand et comme disposant de davantage de possibilités qu'un engin plus petit. En

associant l'expertise de Boeing en matière de cargaisons et de missions et celle de Millennium dans la fabrication, «les équipes peuvent augmenter la production tout en élargissant la gamme des options prêtes à l'emploi», a expliqué Boeing, qui est présent dans l'industrie des satellites depuis plus de 60 ans. «Cela inclut une expansion des types de missions dans lesquels nos clients veulent davantage de capacités», a relevé Tony Gingiss, patron de Millennium Space Systems, cité dans le communiqué.

Selon le HCR

Près de 900 réfugiés rohingyas morts ou disparus dans des naufrages en 2025

Près de 900 réfugiés rohingyas sont morts ou ont été portés disparus au nord de l'océan Indien en 2025, a annoncé vendredi le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). «En 2025, près de 900 réfugiés rohingyas ont été portés disparus ou morts en mer d'Andaman et le golfe du Bengale, ce qui en fait l'année la plus meurtrière jamais enregistrée pour les mouvements maritimes en Asie du Sud et du Sud-Est», a déclaré Babar Baloch, porte-parole du HCR, lors d'un point de presse à Genève. Selon lui, «plus de 6.500 réfugiés rohingyas ont tenté la périlleuse traversée maritime en 2025, et un sur sept a été porté disparu ou tué. Il s'agit du taux de mortalité le plus élevé au monde pour les traversées maritimes de réfugiés et de migrants». Mardi, le HCR avait annoncé que quelque 250 personnes, dont des enfants, étaient portées disparues après le naufrage d'un bateau surchargé transportant des réfugiés rohingyas et des ressortissants bangladais dans la mer d'Andaman, agitée par des vents violents. Il est à rappeler que les Rohingyas, minorité musulmane persécutée en Birmanie par l'armée, ont fui en masse au Bangladesh voisin. «Malgré les dangers extrêmes - notamment la traite des êtres humains, l'exploitation et les risques de mort en mer - des milliers de réfugiés rohingyas continuent d'entreprendre ces traversées», a souligné Babar Baloch. Le HCR indique que plus de 2.800 d'entre eux ont déjà entrepris de dangereuses traversées maritimes entre janvier et le 13 avril dans des embarcations souvent surchargées et en mauvais état. L'organisation onusienne appelle la communauté internationale «à s'attaquer aux causes profondes des déplacements, à développer les voies d'accès sûres et légales et à renforcer la coopération régionale afin de sauver des vies et de lutter contre le trafic illicite de migrants et la traite des êtres humains».

Tour d'Algérie de Cyclisme

Le Belge Laurysen remporte la première étape

Le cycliste belge Yorben Laurysen s'est adjugé la première étape du Tour d'Algérie cycliste (TAC-2026), disputée vendredi sous la forme d'une boucle à Oran.

Le vainqueur au sprint, Yorben Laurysen, sociétaire de l'équipe belge «Tarteletto Isorex» a bouclé les 126,7 km en 3 h 05 min 43 sec. Il a devancé sur le podium le Sud-Africain Erasmus Alexander et le Lituanien Skrapcis Jebabs Oliveris, crédités du même chrono.

Laurysen a endossé le maillot jaune de leader du classement général, le maillot bleu de l'étape et le vert de meilleur sprinteur.

Concernant les autres maillots mis en jeu, vendredi, le maillot noir et orange du meilleur coureur combattant a été remporté par l'Algérien Hamza Yacine, le maillot à pois du meilleur grimpeur est revenu à l'Allemand Michael Pascal et le blanc du meilleur jeune U23 a été gagné par le Sud-Africain Erasmus Alexander.

«La composante du peloton constitue un aspect non négligeable pour élever le niveau du TAC, qui ne cesse de gagner en prestige d'année en année. Au-delà de l'aspect sportif et technique, le TAC constitue une manière de promouvoir le tourisme local et valoriser le patrimoine naturel et architectural de notre pays», selon les déclarations de Kheireddine Barbari, président de la Fédération algérienne de cyclisme.

Coupe de la Confédération

Les Rouge et Noir à 90 minutes de la finale

A l'orée d'un choc décisif, l'USM Alger s'apprête à disputer une rencontre qui dépasse largement le cadre d'un simple match retour de demi-finale de la Coupe de la Confédération africaine.

Ce soir, au stade El Massira, les Algérois croisent le fer avec l'OC Safi, avec en ligne de mire un billet pour la grande finale. Le score nul et vierge enregistré au match aller, au stade du 5 Juillet, n'a nullement entamé la confiance des Usmistes, convaincus que leur sort reste entièrement entre leurs mains.

Dans le camp de Soustara, le discours est clair : il faudra allier audace et lucidité. Les partenaires de Zakaria Draoui savent qu'ils devront se projeter vers l'avant pour faire la différence, tout en évitant de se livrer face à un adversaire marocain prompt à exploiter la moindre faille. Ce derby maghrébin promet ainsi une bataille tactique intense, où la gestion de la pression et des moments clés de la rencontre pourrait s'avérer déterminante. Si l'obstacle est de taille, l'USMA a déjà prouvé par le passé qu'elle savait répondre présente loin de ses bases.

Un précédent récent vient d'ailleurs nourrir l'optimisme algérois. Lors de la phase de poules, le 28 novembre dernier, l'USMA s'était imposée sur cette même pelouse d'El Massira, un succès qui pourrait peser sur le plan psychologique. Plusieurs observateurs soulignent que l'Olympique de Safi, souvent performant en déplacement, se montre parfois plus vulnérable devant son public. Une réalité confirmée lors de la phase de groupes, où les Marocains avaient cédé à domicile face aux Rouge et Noir, alors qu'ils se sont contentés du match nul à Alger. Un détail que les Usmistes entendent transformer en avantage.

Concentration maximale dans le camp usmiste

Afin d'aborder ce rendez-vous dans les meilleures dispositions, la direction et le staff technique ont veillé à instaurer un climat propice à la concentration. Sous la conduite de Lamine N'Diaye, le groupe a



effectué un regroupement à El-Jadida, loin de toute agitation, avec un seul mot d'ordre : rester focalisé sur l'objectif de la qualification. L'état d'esprit affiché est celui d'un collectif uni, conscient de l'importance du moment et prêt à livrer un combat de tous les instants.

Toutefois, l'USMA devra composer avec une absence notable. Suspendu pour cumul de cartons, Islam Merili manquera cette manche retour. Un coup dur pour l'entrejeu algérois, tant le milieu de terrain constitue un élément clé dans l'équilibre de l'équipe par son travail de récupération et sa capacité à dicter le tempo. Pour pallier ce forfait, le staff devrait s'ap-

puyer sur le Congolais Likonza, appelé à se montrer discipliné et rigoureux dans un rôle plus défensif que celui qu'il affectionne habituellement.

Dans ce contexte, l'USM Alger avance avec prudence mais détermination. Forte de son expérience africaine et de son succès passé à Safi, la formation algéroise sait que l'exploit est à portée de main. À condition de livrer un match abouti, solidaire et intelligent, les Rouge et Noir peuvent espérer écrire une nouvelle page marquante de leur histoire continentale.

H.M.

N'AYANT PAS REMONTÉ LE SCORE DE L'ALLER FACE AU ZAMALEK

Le CRB quitte la compétition

Le CR Belouizdad, l'un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), a été éliminé en dépit du nul décroché face aux Egyptiens du Zamalek (0-0), vendredi au stade international du Caire, pour le compte des demi-finales (retour). Battu à domicile lors de la première manche, disputée au stade Nelson-Mandela de Baraki (0-1), le Chabab quitte la compétition avec les honneurs, eu égard aux efforts consentis lors de ce match retour

face au favori de l'épreuve. Après une première période relativement équilibrée, les Rouge et Blanc sont revenus après la pause avec des intentions offensives, jetant toutes leurs forces en attaque dans l'objectif de refaire leur retard, mais leurs tentatives ont manqué de précision, au grand bonheur de la défense zamalkaouie. De leur côté, les coéquipiers de l'unique buteur à l'aller, le Brésilien Juan Alvina Bezerra, se sont également procurés quelques occasions, mais le portier du CRB Farid Chaâl a bien veillé

au grain. À défaut de marquer un but devant leur large public, le Zamalek ont conservé le match nul, synonyme d'une qualification pour la grande finale, jusqu'au sifflet final de l'arbitre soudanais Mahmoud Ali Mahmoud Ismail. Le Zamalek, dirigé sur le banc par le technicien égyptien Moatamad Djamel, compte deux trophées en Coupe de la Confédération, dont le dernier avait été remporté en 2024 aux dépens du club marocain du RS Berkane (aller : 1-2, retour : 1-0, après prolongation).

L-1 Mobilis (27e journée)

La JSS reste dauphin

La JS Saoura, vainqueur à domicile face à l'USM Khenchela (3-0), a conforté sa position de dauphin, alors que la lanterne rouge, le MC El-Bayadh est vraisemblablement relégué en Ligue 2 amateur, à l'issue de la défaite concédée à domicile face au Paradou AC (0-1), lors de la 27e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, disputé vendredi.

Dans leur antre du 20-août 1955 de Béchar, la JSS n'a pas raté l'occasion de conforter sa deuxième place, grâce à trois buts signés l'Ivoirien Wayou, peu avant la pause (45'+1), Saâdi (50') et Fettouhi (85').

L'USMK a terminé la partie en infériorité numérique après l'expulsion du gardien Litim, en première période (16').

Les gars de la Saoura, qui alignent un cin-

quième match sans défaite, reviennent provisoirement à huit longueurs du leader, le MC Alger, battu jeudi en déplacement face au CS Constantine (2-0), en ouverture de cette journée.

L'USMK, qui restait sur deux succès de suite, retombe dans ses travers et reste scotchée à la 9e position avec 34 points.

L'Olympique Akbou et le MC Oran, qui devaient se préserver la dynamique pour rester en course pour le podium, se sont inclinés en déplacement respectivement face à l'ASO Chlef (1-0) et à l'ES Sétif (3-0).

Les Akbouciens concèdent un coup d'arrêt, et voient leur belle série de huit matchs d'invincibilité s'arrêter à Chlef. Les locaux ont inscrit l'unique but de la partie sur un penalty transformé par Debbari (18').

À la faveur de ce succès, les coéquipiers de l'attaquant libérien Ledlum, grimpent à la 9e place (34 pts), en compagnie de l'USMK, et assurent du coup définitivement leur maintien parmi l'élite.

Du côté des hauts-plateaux, l'Entente a sonné la révolte en s'offrant le MCO sur le score sans appel de 3 à 0. Auteur d'un doublé (45'+4, 56'), Boukerma a été le héros du match, avant que son équipe Hamek, ne donne plus d'ampleur à la victoire des siens (69').

L'ESS renoue avec la victoire après quatre matchs de disette et remonte à la 11e place avec 30 points, alors que le MCO, dont le gardien Zeghba a été expulsé (14') confirme à ses dépens son irrégularité, concédant ce revers après trois victoires consécutives. Les Oranais notent l'occasion de monter sur le podium.

Dans le bas du tableau, le MC El-Bayadh est relégué en Ligue 2, quatre ans après une accession historique. Le PAC a scellé le sort du MCEB, grâce à un but de Kohili (69'), sur penalty.

Les Académiciens mettent ainsi fin à une longue série de 17 matchs sans victoire, toutes compétitions confondues, mais gardent des chances infimes pour le maintien (14e, 21 pts). Un peu plus tôt dans la journée, le MB Rouissat et la JS Kabylie, se sont neutralisés (1-1), au stade du 18-février d'Ouargla. Les locaux ont ouvert le score par Benkhira (35'), avant que les visiteurs n'égalisent en seconde période grâce à Messaoudi (52').

Le MBR glisse à la 12e place avec 29 points, en compagnie de l'USM Alger, alors que les «Canaris» stagnent à la 8e place avec 37 unités.

Angleterre

Coventry en Premier League, 25 ans après

C'est un homme qui connaît parfaitement la Premier League. Du haut de ses 609 matchs au sein de l'élite du football anglais, Frank Lampard va faire son grand retour en première division mais, cette fois, en tant qu'entraîneur. Le coach anglais a mené Coventry jusqu'à la Premier League alors que le club n'a plus connu l'élite depuis 25 ans.

Il a suffi d'un petit point ce vendredi soir sur la pelouse de Blackburn (1-1) pour assurer la montée à Coventry. Depuis sa descente en 2001, le club de la périphérie de Birmingham, au centre de l'Angleterre, a connu des années bien compliquées. Coventry a même goûté au quatrième échelon du football anglais et la League Two lors de la saison 2017/2018. Après être remontés en Championship en 2020, les supporters de la Sky Blue Army ont donc attendu six années supplémentaires pour célébrer leur grand retour en Premier League.

Déjà la saison passée, Coventry était passé tout proche de retrouver la première division. Frank Lampard avait guidé les Sky Blues de la 17e place à la place de barragiste avant un douloureux échec en demi-finales des play-off où ils avaient perdu contre Sunderland à l'issue d'une prolongation au match retour (2-3 au cumulé).

Mais les joueurs de Coventry se sont servis de cet échec pour débiter cette saison 2025-2026 avec le couteau entre les dents. Les Sky Blues ont remporté leurs huit premiers matchs et sont restés invaincus pendant les douze premières journées.

Une belle revanche

Un départ canon confirmé à la mi-saison où Coventry comptait déjà 51 points en 23 journées avec 54 buts inscrits. Dans l'histoire de la Championship, seul Wolverhampton avait réussi un tel exploit en milieu de saison lors de l'exercice 2008/2009.

S'il connaît parfaitement ce Championnat en tant que joueur, les premières aventures d'entraîneur de Frank Lampard en Premier League n'ont pas été très fructueuses. Ses deux passages à Chelsea ont été succincts tout comme à Everton où il n'est resté qu'un an sur le banc des Toffees. Chez les Blues, il avait même dû attendre son septième match sur le banc de son ancienne équipe pour décrocher un premier succès. Néanmoins, il pourrait basculer dans une autre dimension en tant qu'entraîneur si jamais il réussit à maintenir Coventry dans l'élite la saison prochaine alors que le meilleur classement de l'histoire du club en Premier League est la 11e place. L'entraîneur anglais aimerait certainement connaître le même destin qu'un certain Vincent Kompany qui avait réussi à faire monter Burnley avant de rejoindre le Bayern Munich et d'être aujourd'hui considéré comme l'un des meilleurs coaches en Europe.

Coupe du monde 2026

Les tarifs du transport font jaser !

Lors d'une conférence de presse, Kris Kolluri, responsable de la régie locale des transports, a assuré ne pas chercher à faire de « profit ». Selon lui, ce tarif vise à compenser les 48 millions de dollars nécessaires à l'exploitation des trains vers ce stade de 78.000 places, qui accueillera notamment la finale le 19 juillet. Il justifie aussi ce choix en expliquant que, sans ce dispositif, les usagers quotidiens « subventionnent à hauteur de 92 % » les déplacements des supporters. Cette hausse est jugée excessive par de nombreux acteurs du football. « C'est complètement hors norme par rapport aux tournois précédents », déplore Thomas Concannon, représentant de la Fédération des supporters anglais et gallois. Guillaume Aufrère, porte-parole des Irrésistibles Français, regrette de son côté une décision éloignée des promesses initiales d'un tournoi accessible. La Fifa elle-même s'inquiète des conséquences. Heimo Schirgi, directeur des opérations, estime que ce tarif « arbitrairement » fixé « aura un effet dissuasif » sur les supporters. L'instance rappelle que les accords prévoyaient initialement la gratuité des transports, avant d'être ajustés pour tenir compte des « difficultés financières » des villes hôtes, avec pour objectif actuel un accès « à prix coûtant ».

Navettes et parkings également hors de prix

Après les billets, la polémique enfle autour des tarifs de transport liés à la Coupe du monde 2026 aux Etats-Unis. Dans le New Jersey, les spectateurs qui se rendront au MetLife Stadium devront payer jusqu'à 150 dollars (127 euros) pour un aller-retour en train, contre environ 12,90 dollars en temps normal, suscitant une vive contestation des supporters et de la Fifa.



Sur le terrain, les alternatives restent limitées. Des navettes seront proposées à 80 dollars l'aller-retour pour 10.000 personnes, tandis que les rares places de parking disponibles avoisinent 225 dollars. Cette situation pourrait également perturber les déplacements quotidiens, les autorités recommandant le télétravail aux usagers réguliers, en échange de réductions tarifaires. Le phénomène ne se li-

mite pas au New Jersey. A Boston, un trajet vers le stade de Foxborough atteint 80 dollars, soit dix fois le prix habituel, tandis qu'à Philadelphie, les tarifs standards restent appliqués. Dans la région de New York, qui attend un million de visiteurs et trois milliards de retombées économiques, la question de l'accessibilité financière du Mondial reste plus que jamais posée.

Série A

L'Inter dispose de Cagliari et se rapproche du titre

Amoins d'un incroyable retournement de situation, l'Inter Milan est tout proche de son 21e titre de champion d'Italie: les Nerazzurri ont porté, au moins provisoirement, leur avance en tête de la Serie A à douze points après leur succès face à Cagliari (3-0) vendredi.

Cinq jours après avoir renversé Côme (4-3) après avoir été mené 2-0, l'Inter, leader avec 78 points, a encore eu besoin de la première période pour monter en régime. Mais une fois lancés au retour des vestiaires, les joueurs de Cristian Chivu ont été irrésistibles. Devant leur capitaine et buteur Lautaro Martinez, toujours blessé, ils ont pris l'avantage

grâce à Marcus Thuram, à la réception d'un centre fuyant de Federico Dimarco pour son onzième but de la saison, son troisième en deux matches (52e).

Quatre minutes plus tard, Nicolo Barella, déjà décisif sur le premier but, a doublé la mise d'une frappe de vingt mètres et mis KO son club formateur, dont le maintien n'est pas encore assuré (16e, 33 pts). Dans le temps additionnel (90e+2), Piotr Zielinski a ajouté un troisième but.

Quel que soit le résultat du match de cette 33e journée de Naples samedi (18h00), l'Inter est assuré de terminer le week-end avec au moins neuf points d'avance. Voire plus si le Napoli

(2e, 66 pts) est tenu en échec ou s'incline face à l'imprévisible Lazio Rome (10e, 44 pts), qui vient de gagner ses trois derniers matches.

«C'est un bon résultat, mais rien n'est encore fait, il y a encore des points à aller chercher», a prévenu sur la plateforme DAZN Thuram, revigoré de son propre aveu par son passage en Bleu lors de la dernière fenêtre internationale. Avec cinq journées encore à disputer, soit un maximum de quinze points à empocher, les Nerazzurri ont sans doute fait le plus difficile et vont pouvoir aborder l'esprit libéré la demi-finale retour de la Coupe d'Italie mardi contre Côme.

AJAX AMSTERDAM

J. Crujff souhaite engager un technicien espagnol

Selon Johan Inan, spécialiste des clubs néerlandais, Jordi Crujff pencherait fortement pour engager un entraîneur espagnol à l'Ajax, révèle l'Algemeen Dagblad ce samedi. Le directeur technique dispose déjà d'une short-list. Selon Inan, Crujff aurait déjà établi sa short-list. «Des sources assurent qu'elle comprend surtout des noms espagnols. Pour l'instant, on ignore encore l'identité des candidats inscrits sur cette liste. En revanche, les critères de sélection sont clairs.»

Selon le journaliste, Crujff cherche un entraîneur exigeant, capable de propulser immédiatement l'Ajax dans la course au titre, tout en pratiquant un football offensif et spectaculaire. Le futur responsable devra aussi veiller à valoriser les joueurs du club amstellodamois. Le journal publie samedi des photos de plusieurs techniciens ibériques. Inan a évalué Xavi, Iñigo Pérez (Rayo Vallecano) et Míchel (Girona) selon trois critères : faisabilité, style de jeu et capacité à valoriser les joueurs.

Un obstacle majeur se pose toutefois pour Xavi, actuellement sans club: «Au FC Barcelone, il gagnait – selon certaines sources – environ 8 millions d'euros bruts par an. Un salaire hors de portée pour l'Ajax.» Les exigences salariales de l'entraîneur du Rayo seront nettement moins élevées. Autre atout, selon Inan: «Les principes de jeu que Pérez applique au Rayo séduiront Crujff. Il joue beaucoup en 4-2-3-1, exerce un pressing haut et permanent, et fait constamment varier les positions de ses joueurs en posses-

sion du ballon, en les incitant à jouer vers l'avant.» En termes de salaire, Míchel se situe probablement entre Xavi et Pérez. «A cela s'ajoute le fait que Míchel dispose d'une position de négociation solide, car de nombreux clubs s'intéressent à lui en raison de son travail à Gérone. Villarreal, qui disputera à nouveau la Ligue des champions la saison prochaine, est notamment à l'affût. En d'autres termes, Crujff devra également présenter des arguments solides pour convaincre Míchel de rejoindre l'Ajax.»

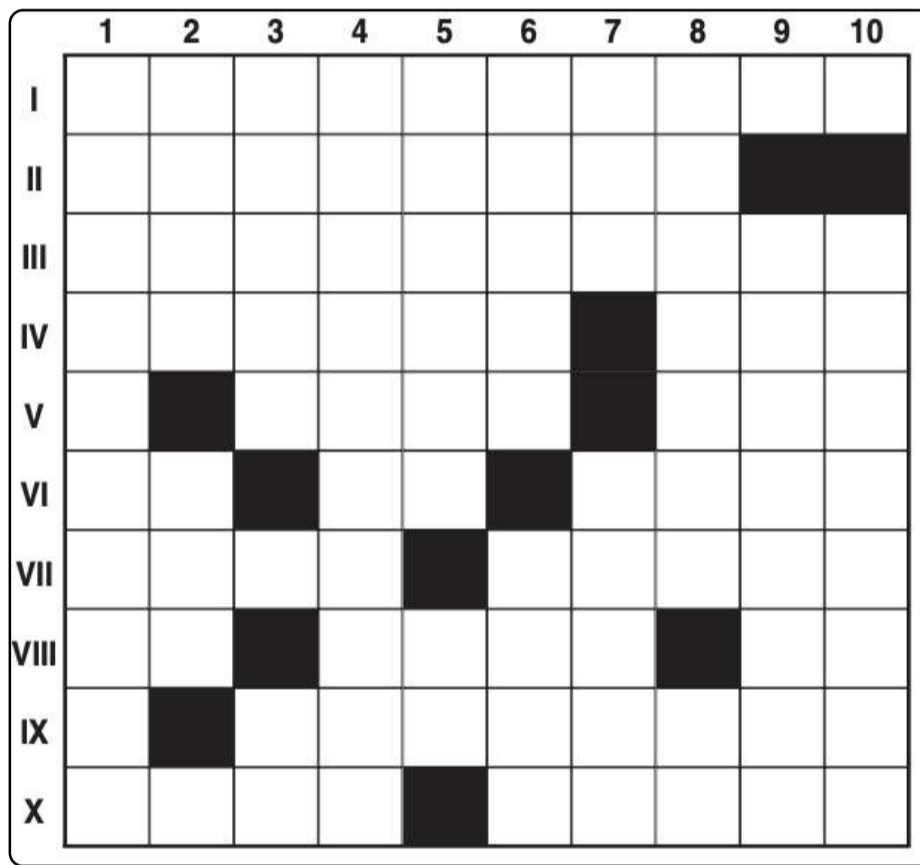
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

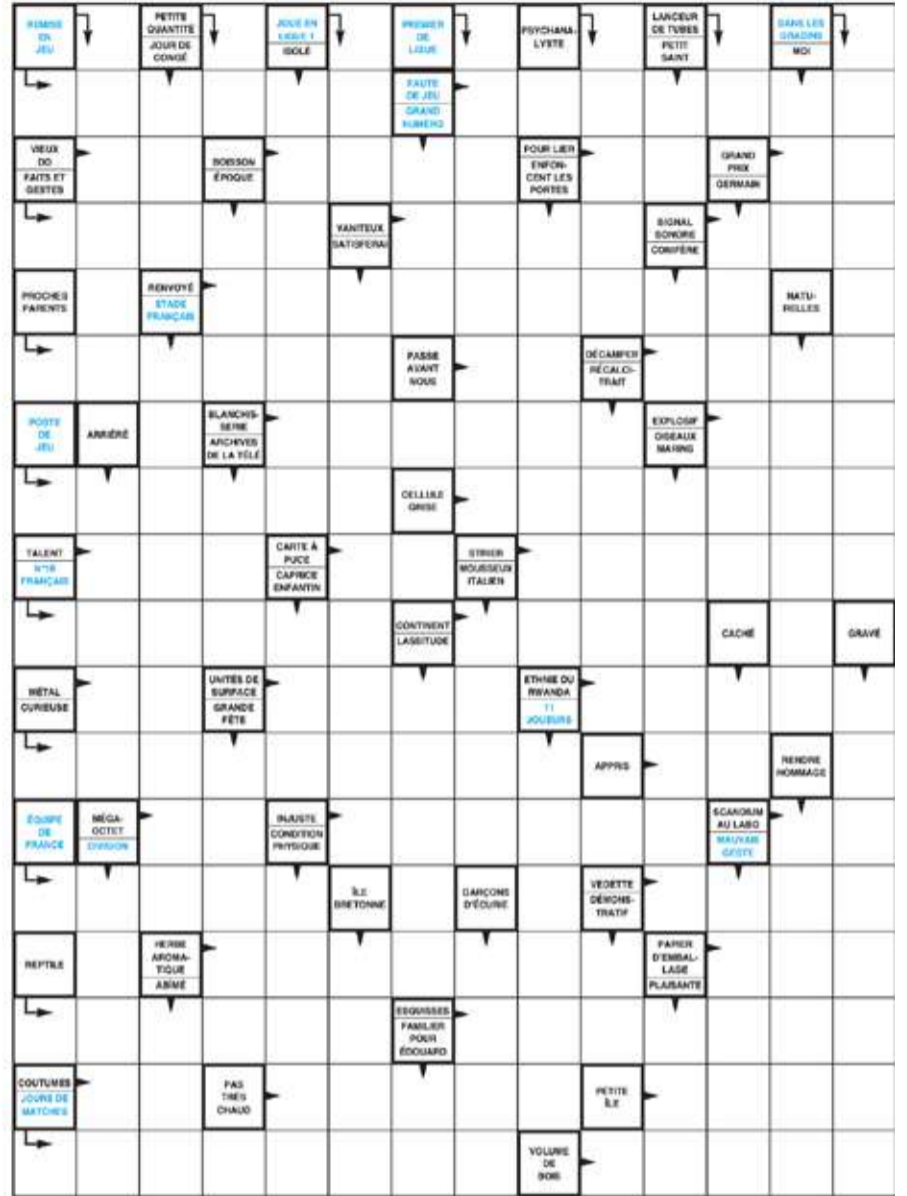
- I. Crac Boum Hue, comme le chantait Jacques Dutronc.
- II. Il dégaze sur commande.
- III. C'est tout flou !
- IV. Equilibre un flux. Prénom du père de Nestor.
- V. Chef arabe. Particule atomique.
- VI. Possessif. Les deux extrémités de l'eunuque. Prénom féminin.
- VII. Bagatelle. Conforme à la loi.
- VIII. En plein dedans. Parfois d'ivoire. Un demi-gamin de Paris.
- IX. Cristal de grâce.
- X. Entreprise en solo. Plaque tout.

VERTICALEMENT

- 1. L'ex-dame du téléphone, dans les années 50.
- 2. Pris dans les glaces. Premier département de France.
- 3. Monnaie d'échange internationale. Un tout petit peu de brioche.
- 4. Hors norme.
- 5. Un prénom de Poulain, au cinéma. Langue du sud.
- 6. Pistolet électrique. Prénom féminin.
- 7. Jamais vieux. Changeât d'air.
- 8. Changement de peau. Dieu solaire.
- 9. Relatif au nouveau-né.
- 10. Signal sonore



LES MOTS FLECHES



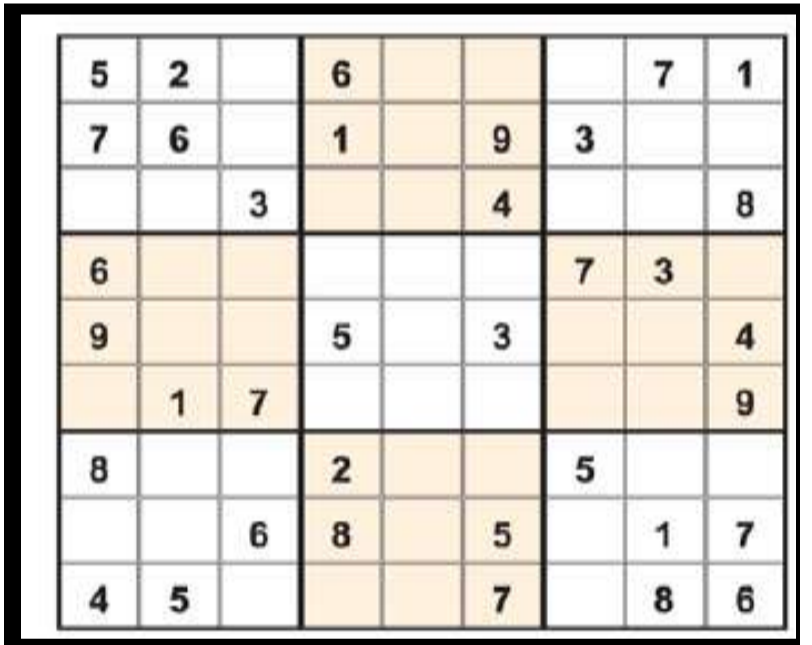
MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : FINALE

- | | | | | |
|--------------|-----------|-------------|------------|-----------|
| ACHAT | CLASSE | GOMME | MERCREDI | REVEIL |
| AGENDA | COLLEGE | GOUTER | MINUTIE | SEMAINE |
| AUTOMNE | COPAINS | INSTITUTEUR | PARENTS | SCOLARITE |
| BABYSITTING | CRAYON | LISTE | PRECIS | SPORT |
| CAHIER | ENTRER | LIVRE | PUNIR | TRAC |
| CALCULATRICE | FEUTRE | LYCEE | RECREATION | TRAIN |
| CANTINE | FIGURE | MAITRE | REGLE | TRAVAIL |
| CARTABLE | FRAICHEUR | MATIERE | RENTREE | TRIMESTRE |



SUDOKO



SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



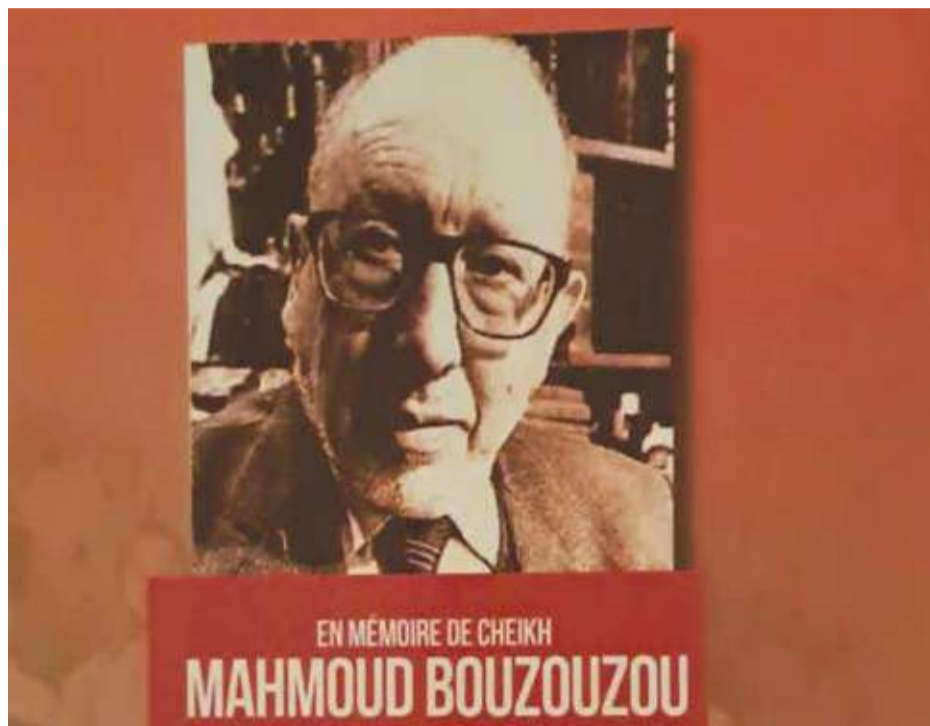
SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



FIGURE DU MOUVEMENT NATIONAL ET PASSEUR DE SAVOIR ENTRE L'ALGÉRIE ET GENÈVE

Mahmoud Bouzouzou, la discrétion d'un engagement sans faille

Pionnier du mouvement national algérien, éducateur, journaliste engagé et imam respecté, Mahmoud Bouzouzou a marqué son siècle par son engagement constant, de Béjaïa à Genève. Retour sur un parcours dense, fait de luttes, d'exils et de transmission.



NASSIM TERKI

Certaines vies ne font pas de bruit, mais elles marquent leur époque. Celle de Mahmoud Bouzouzou en fait partie. Un parcours construit avec constance, entre engagement, épreuves et exil. Né le 23 février 1918 à Béjaïa, alors appelée Bougie, qu'il décrira lui-même comme un ancien foyer de rayonnement culturel, il grandit dans un environnement où le savoir n'est pas une option, mais une exigence. Il en gardera une conscience aiguë de l'histoire et de la responsabilité qui en découle. Formé d'abord dans une école coranique, où il apprend très jeune le Coran, puis dans le système scolaire français, il fait le choix d'une double culture. Ce choix n'est pas neutre. Il dit déjà quelque chose de sa manière d'être au monde : « comprendre sans renoncer, apprendre sans se perdre ». Élève de Abdelha-

mid Ben Badis, il s'inscrit dans cette génération pour qui le savoir est un acte de résistance.

Très vite, il refuse la voie tracée pour lui. Son père le destinait à la magistrature. Lui choisit l'enseignement. Un choix simple en apparence, mais profondément politique dans un pays sous occupation. L'éducation devient alors, un espace de résistance silencieuse.

Partout où il passe, il ouvre des espaces : écoles, cercles culturels, groupes scouts. Il s'engage dans les Scouts Musulmans Algériens aux côtés de Mohamed Bouras. Là encore, il ne s'agit pas seulement d'encadrer des jeunes. Il s'agit de préparer une génération à se tenir debout.

Mais l'engagement a un prix. Quand il décide d'entrer dans l'arène politique, notamment à travers le journal *El Manar*, la répression ne tarde pas. Arrestation, torture, enfermement. Il frôle la mort. Il en parle sans détour : « Je priaï Dieu. Le tortionnaire dit : "Ne fais pas le

mort... tu es croyant... Dis à ton Dieu de te délivrer." ». Cette phrase, il la porte comme un témoignage, pas comme une plainte.

Ce qui frappe, c'est sa manière de répondre à la violence. À la sortie de prison, alors qu'on lui demande ce qu'il compte faire contre ses bourreaux, il répond : « Ce sont des êtres dénaturés qui ont perdu le sens de l'humain et du divin et dont l'état nécessite une désintoxication beaucoup plus qu'autre chose ». Une position rare, qui refuse la simplification et la haine.

L'exil s'impose ensuite comme une nécessité. D'abord le Maroc, où il découvre une autre forme de brutalité, cette fois venue de ceux qu'il appelait ses « frères ». Accusé à tort, emprisonné, menacé, il traverse l'une des périodes les plus éprouvantes de son existence. Il racontera plus tard cet épisode avec retenue, évoquant une fuite presque inespérée et la conviction qui l'accompagnait : « Je vis alors clairement la véracité de la promesse divine et je compris mieux la puissance de la prière et de la confiance en Dieu... ».

Dans cette même période, la correspondance avec sa famille restée en Algérie révèle une autre facette de l'homme. À son fils inquiet pour l'avenir matériel des siens, il écrit : « Ne pensez pas à l'argent. Pensez à Dieu et il pourvoira. » Une phrase qui dit autant une foi qu'une manière d'affronter l'incertitude.

À partir de 1958, c'est à Genève que sa vie se réorganise. Loin de son pays natal. Il s'impose progressivement comme une figure centrale de la communauté musulmane. Cofondateur du Centre islamique de Genève en 1961, il y assume des fonctions multiples : imam, enseignant, interprète. Il participe également aux échanges interreligieux, dans une ville marquée par la diversité.

Il enseigne, il traduit, il explique. Il parle à tous. Dans son bureau, les livres s'entassent. Ceux qui l'ont fréquenté racontent qu'il fallait presque se frayer un chemin entre les piles d'ouvrages. Il n'était jamais seul. Étudiants, fidèles, curieux, tous venaient chercher une réponse, un éclairage.

On dit souvent qu'il était une « bibliothèque vivante ». L'image n'est pas exagérée. Car au-delà du savoir, il y avait une manière de dire les choses. Un langage simple, clair, sans effets inutiles. Il parlait pour être compris, pas pour

impressionner.

À la mosquée, il était un repère pour tous. Malgré la fatigue et la maladie, il continuait de visiter les malades, semaine après semaine. Une présence discrète, mais constante.

Dans ses écrits, il revient souvent sur son parcours. Il écrit : « Je suis né dans une ville de la côte algérienne, Bougie qui fut, à une époque de l'histoire, la capitale de tout le Maghreb oriental... ». Il y a, dans cette phrase, pourtant simple, une fierté tranquille. Celle d'un homme qui sait d'où il vient.

Mais son regard interroge aussi son époque, ses dérives, ses contradictions. À propos des tensions liées aux caricatures, il rappelle : « La sagesse commande de rappeler et de souligner que nos différences constituent un trésor nous offrant la chance unique de nous enrichir mutuellement. » Une parole mesurée, dans un contexte souvent tendu.

Au fond, son parcours est traversé par une même exigence morale. Être en accord avec soi-même. Il le dit clairement : « Je compris l'effet de la foi vécue et les conséquences graves d'une spiritualité non vécue ». Pour lui, il ne suffit pas de dire. Il faut vivre ce que l'on défend.

Il va plus loin encore : « Comment apporter la vraie liberté à l'Algérie ? (...) Seuls des hommes réellement libres, avec un cœur pur et des mains propres, pourront apporter cette vraie liberté à leur pays et au monde ». Cette phrase résume une vision. Une liberté qui ne se limite pas à l'indépendance politique, mais qui touche à l'éthique, à la responsabilité individuelle.

Mahmoud Bouzouzou meurt le 27 septembre 2007 à Genève. Il est enterré à Béjaïa. Un retour symbolique à sa terre d'origine. Entretemps, il aura traversé un siècle, ses violences, ses espoirs, ses contradictions.

Ceux qui l'ont connu parlent d'un homme simple, exigeant, profondément humain. Abdelhamid Mehri évoque « un intellectuel engagé » et « un morchid (guide) qui a formé des générations ». D'autres insistent sur sa générosité, son sens du dialogue, sa capacité à rassembler.

Il laisse aussi derrière lui une bibliothèque entière, offerte à la ville de Genève. Des milliers de livres. Comme une dernière manière de transmettre.

Pour une relecture décentrée de l'histoire, à l'épreuve de la récente visite du pape Léon XIV en Algérie

Christianisme latin et mémoires nord-africaines : le schéma narratif à déconstruire

L'histoire du christianisme est trop souvent racontée selon un schéma simple : une naissance en Orient, une expansion vers Rome, puis une structuration depuis le centre impérial, avant une diffusion vers les provinces. Cette narration, efficace mais réductrice, produit un effet majeur : elle efface le rôle décisif des espaces provinciaux dans la construction même de la pensée chrétienne. Parmi ces espaces, la Numidie et les provinces de la future Afrique du Nord – correspondant à l'actuelle Algérie et à la Tunisie – occupent une place intellectuelle et théologique déterminante. Non pas comme périphérie passive, mais comme laboratoire actif du christianisme latin ancien.

Un christianisme qui ne descend pas seulement de Rome

Il faut ici rappeler un point essentiel : le christianisme ne « descend » pas simplement de Rome vers les provinces. Il se construit dans

un monde méditerranéen déjà traversé de circulations, de conflits doctrinaux et de traductions culturelles multiples. Dès les IIe et IIIe siècles, des figures majeures émergent dans cet espace nord-africain. Tertullien, à Carthage, est l'un des premiers grands auteurs à penser le christianisme en langue latine avec une rigueur conceptuelle nouvelle. Il forge un vocabulaire théologique qui deviendra central pour l'Occident chrétien. Cyprien de Carthage, quant à lui, structure une ecclésiologie fondée sur l'unité de l'Église, la discipline et la mémoire du martyr. Ces deux figures précèdent de loin les grandes synthèses doctrinales de l'Empire tardif. Autrement dit, lorsque Rome devient progressivement un centre institutionnel du christianisme, une partie importante de ses outils intellectuels existe déjà ailleurs.

Le moment donatiste et la confirmation d'une tradition locale

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les débats du IVe et du Ve siècle, notamment le conflit donatiste et la pensée d'Augustin d'Hip-

ppone. Ces débats ne surgissent pas dans un vide doctrinal : ils prolongent une tradition déjà ancienne, déjà structurée, déjà conflictuelle. Le donatisme lui-même ne peut être réduit à une simple hérésie marginale. Il est l'expression d'un christianisme nord-africain profondément marqué par la mémoire des persécutions, la question de la pureté ecclésiastique et les tensions sociales locales. Il révèle une Église déjà fortement institutionnalisée, mais traversée de fractures internes. Dans ce contexte, Augustin n'est pas un fondateur ex nihilo du débat anti-donatiste. Il s'inscrit dans une tradition déjà engagée. D'autres penseurs, comme Optat de Milève, avaient déjà formulé des réponses théologiques au schisme avant même que l'évêque d'Hippone ne devienne la figure centrale du débat. Ce point est décisif : le christianisme latin ne se construit pas autour d'un seul homme, ni dans un seul centre. Il se forme dans une pluralité de foyers intellectuels, dont les provinces nord-africaines constituent l'un des plus importants.

La conférence de Carthage : l'universel par tissage, non par décret

Il faut également sortir d'une vision simpliste de l'Empire romain comme opposition entre un centre homogène et des périphéries religieuses. Le monde romain du IVe siècle est déjà un espace de transformation religieuse avancée, où le christianisme est présent dans toutes les strates sociales et géographiques, même si ses expressions varient fortement selon les régions. C'est précisément dans cette diversité que se joue la singularité nord-africaine : une capacité exceptionnelle à produire de la pensée théologique en langue latine, à articuler droit, Église et pouvoir, et à transformer des tensions locales en débats universels. Le moment décisif de cette structuration est la conférence de Carthage. Là, le conflit change d'échelle. Il ne relève plus seulement d'une controverse religieuse locale, mais devient un enjeu institutionnel pour l'Empire et pour l'Église. L'unité ecclésiastique est désormais pensée dans une logique politique autant que théologique. Mais réduire cette histoire à une victoire d'un camp sur un autre serait manquer l'essentiel.

Abdenasser SMAÏL.
Essayiste et chercheur indépendant.

Trait d'esprit

“Un général ne se rend jamais, même à l'évidence.”

Jean Cocteau

BEM et BAC

Les dates de retrait des convocations dévoilées



Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé hier que les plateformes de l'Office national des examens et concours (ONEC) sont désormais accessibles pour le retrait des convocations des candidats, qu'ils soient scolarisés ou libres, inscrits aux examens du BEM et du baccalauréat. Dans le détail, les candidats au Brevet d'enseignement moyen pourront télécharger leurs convocations à partir du dimanche 19 avril, et ce, jusqu'au jeudi 21 mai, en se connectant au site dédié : <https://bem.onec.dz>, précise le ministère. S'agissant du baccalauréat, l'opération de retrait des convocations débutera jeudi 7 mai pour se poursuivre jusqu'à jeudi 11 juin 2026, via le portail suivant : <https://bac.onec.dz>, selon la même source. Le ministère a également indiqué que les candidats scolarisés ont la possibilité d'accéder à leurs convocations à travers l'espace réservé aux parents, disponible sur la plateforme numérique du secteur : <https://awlyaa.education.dz>. Par ailleurs, ces convocations pourront aussi leur être remises directement par les directeurs des établissements scolaires.

L'EXPRESS

Des tribunes libres pour lutter contre la drogue

Mustapha Hidaoui a présidé, hier à Alger, le lancement des «Tribunes libres pour la prévention contre la drogue», une initiative organisée par l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie en partenariat avec l'Association des anciens Scouts musulmans algériens (SMA), sous le slogan «Un jeune conscient... Une société sans drogue».

Le dispositif repose sur des rencontres et dialogues directs menés tout au long de l'année entre jeunes et membres du mouvement scout à travers le territoire national. L'objectif est de renforcer la sensibilisation aux dangers de la drogue et de mettre en avant les efforts de l'État dans la lutte contre ce fléau. Dans une déclaration à la presse, le ministre de la Jeunesse, également chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), a souligné que cette action s'inscrit dans la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, laquelle a permis, selon lui, de faire de la prévention une démarche permanente et non circonstancielle. Il a insisté sur la nécessité de canaliser l'énergie des jeunes à travers des activités éducatives, sportives, intellectuelles et scientifiques, afin de lutter contre l'oisiveté. Le ministre a également mis en avant l'engagement de son secteur à intégrer ce volet de sensibilisation dans les camps d'été, qui devraient bénéficier à près d'un demi-million d'enfants cette année. De son côté, le directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, Tarek Kour, a expliqué que cette initiative traduit les orientations des pouvoirs publics visant à renforcer la proximité avec les jeunes. Il a précisé que ces tribunes permettent aux jeunes de



transmettre des messages de prévention à leurs pairs dans un langage direct et accessible, tout en soulignant la poursuite des efforts de sensibilisation sur l'ensemble du territoire. Il a également évoqué la dimension internationale de la lutte engagée par l'Algérie face à l'émergence de nouvelles substances psychotropes non répertoriées, mais aux effets dangereux sur les jeunes. Pour sa part, la déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, a rappelé le renforcement du cadre juridique à tra-

vers les lois adoptées en 2025 et 2026, notamment celles relatives au dépistage de l'usage de stupéfiants en milieu éducatif. Elle a également annoncé la mise en place d'une cellule de veille cybernétique destinée à protéger les enfants des contenus dangereux en ligne. Enfin, le commandant général des anciens des SMA, Mustapha Saâdoun, a indiqué que l'implication du mouvement scout dans cette initiative s'inscrit dans la continuité de son rôle éducatif et de terrain en matière de sensibilisation des jeunes. ■

Solidarité sans frontières Le collectif Entraide de Timezrit au service des populations

PAR IDIR MEHDAOUI

Né loin de ses racines mais profondément ancré dans l'amour du village, le collectif Entraide de Timezrit s'impose aujourd'hui comme un acteur incontournable de la solidarité entre diaspora et pays d'origine. Créé à Saint-Étienne, ce regroupement citoyen incarne une mobilisation exemplaire au service de la commune de Timezrit, mais aussi, plus largement, de toute la région de Béjaïa.

Dès ses débuts, le collectif s'est distingué par des actions concrètes et rapides face aux besoins urgents de la population. En plein mois de Ramadan 2021, il organise une grande opération de «lewziâa», et une distribution solidaire de denrées alimentaires au profit des familles nécessiteuses. Une initiative qui a permis de soulager de nombreux foyers, en leur assurant un minimum de dignité durant cette période sacrée.

Dans le contexte particulièrement difficile de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, le collectif a su redoubler d'effort. Il a ainsi financé et acheminé pas moins de 20 concentrateurs d'oxygène vers la région, contribuant directement à sauver des vies et à soutenir les structures de santé locales, souvent en manque de moyens. Mais l'engagement du collectif ne s'arrête pas à ces actions ponctuelles. Ses objectifs sont clairement définis : venir en aide à la population de Timezrit sous toutes ses formes. Cela passe par un soutien financier aux familles en difficulté, des initiatives écologiques visant à préserver l'environnement local, ainsi que des actions humanitaires durables.

Au fil des années, Entraide de Timezrit a élargi son champ d'intervention, en tissant des liens solides avec d'autres acteurs associatifs de la région. Parmi eux, l'association Tudert d'aide

aux malades cancéreux, basée à Amizour, bénéficie d'un appui constant. Cette structure, engagée dans la prise en charge des malades atteints de cancer, a reçu grâce au collectif des milliers de produits essentiels : médicaments, matériel paramédical, couches, compléments nutritionnels tels que le Fortimel, et bien d'autres fournitures indispensables au quotidien des patients. Selon un membre actif du collectif Entraide de Timezrit, la mobilisation reste intacte. «Nous restons pleinement engagés pour venir en aide aux personnes qui en ont besoin, sans relâche et avec le même esprit de solidarité qui nous anime depuis le début.» De son côté, Razik Zenati, président de l'association Tudert, a tenu à exprimer sa profonde gratitude envers tous les contributeurs. «Nous remercions sincèrement toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ces actions. Leur soutien est précieux et nous permet de poursuivre notre mission. Nous restons engagés à assurer la prise en charge des malades et à leur apporter l'accompagnement nécessaire dans leur combat quotidien.»

La solidarité a franchi une étape cruciale cette semaine pour l'association Tudert, grâce à un don généreux initialement remis au collectif d'entraide de Timezrit, puis transféré à notre structure. «Nous avons réceptionné pas moins de 1000 bouteilles de Fortimel, des couches pour adultes et du matériel médical essentiel», précise le président de l'association. Un soutien vital pour l'association qui accompagne plus de 6000 malades, et qui fait face au nombre de nouveaux cas enregistrés chaque année. Aujourd'hui, ce collectif illustre parfaitement la force du lien entre la diaspora et son pays. À travers ses actions, il démontre qu'au-delà des frontières géographiques, la solidarité reste un moteur puissant de développement et d'espoir. Un exemple inspirant qui mérite d'être salué et encouragé.



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
ENTREPRISE NATIONALE DE COMMUNICATION, D'ÉDITION ET DE PUBLICITÉ
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU CAPITAL SOCIAL DE 7.750.000.000 DA

Direction Centrale de Marketing et Communication

Ref n° 106/DCMC/2026

Communiqué de Presse

L'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a le plaisir d'annoncer son partenariat en tant que sponsor de la 26^e édition du Tour d'Algérie Cycliste (TAC 2026) qui se tiendra du 17 au 26 avril 2026 et traversera 11 villes algériennes à savoir : Oran, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mostaganem, Ténès, Chlef, Hammam Righa, Chréa, Tizi Ouzou et Alger.

Placé sous le patronage du Ministère des Sports, ce grand événement sportif est inscrit dans le programme de l'Union Internationale de Cyclisme. Il réunira des cyclistes venus d'Algérie ainsi que des continents africain, européen et asiatique.

L'ANEP est fière de parrainer le maillot blanc récompensant le meilleur cycliste de moins de 23 ans (U23), et qui sera remis à l'issue de chaque étape.

A travers cette initiative, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) réaffirme son engagement à soutenir le sport en Algérie, en valorisant les compétitions nationales et internationales qui contribuent à la promotion du secteur sportif et à l'encouragement des talents algériens.